



# CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Direction générale E

unité "Coordination"

Tél.: (32 2) 281 55 41

Fax: (32 2) 281 53 75

31/12/2009

## ACTES JURIDIQUES PESC

### LISTE THÉMATIQUE

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
<b>I. MESURES RESTRICTIVES</b>			
<b>I.1 BALKANS OCCIDENTAUX</b>			
24.09.2009	Prorogation de la position commune 2004/694/PESC concernant de nouvelles mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	art. 15	2009/717/PESC L 253 (25.09.2009)
26.02.2009	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	art. 15	2009/164/PESC L 55 (27.02.2009)
10.02.2009	Prorogation et modification de la position commune 2004/133/PESC concernant des mesures restrictives à l'égard d'extrémistes dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM)	art. 15	2009/116/PESC L 40 (11.02.2009)
29.09.2008	Prorogation de la position commune 2004/694/PESC concernant de nouvelles mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	art. 15	2008/761/PESC L 260 (30.09.2008)
15.09.2008	Mise en oeuvre de la position commune 2004/694/PESC concernant de nouvelles mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	position commune 2004/694/PESC art. 2; art. 23(2) deuxième tiret	2008/733/PESC L 247 (16.09.2008)
15.09.2008	Mise en oeuvre de la position commune 2004/293/PESC concernant le renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	position commune 2004/293/PESC art. 2; art. 23(2)	2008/732/PESC L 247 (16.09.2008)
24.07.2008	Mise en oeuvre de la position commune 2004/293/PESC concernant le renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	position commune 2004/293/PESC art. 2; art. 23(2)	2008/614/PESC L 197 (25.07.2008)
24.07.2008	Mise en oeuvre de la position commune 2004/694/PESC concernant de nouvelles mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	position commune 2004/694/PESC art. 2; art. 23(2)	2008/613/PESC L 197 (25.07.2008)
13.03.2008	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	art. 15	2008/223/PESC L 70 (14.03.2008)
01.10.2007	Prorogation de la position commune 2004/694/PESC concernant de nouvelles mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	art. 15	2007/635/PESC L 256 (02.10.2007)
23.07.2007	Mise en oeuvre de la position commune 2004/293/PESC concernant le renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	position commune 2004/293/PESC art. 2; art. 23(2)	2007/521/PESC L 192 (24.07.2007)
28.06.2007	Mise en oeuvre de la position commune 2004/694/PESC concernant de nouvelles mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	position commune 2004/694/PESC art. 2; art. 23(2)	2007/449/PESC L 169 (29.06.2007)
18.06.2007	Mise en oeuvre de la position commune 2004/293/PESC concernant le renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	position commune 2004/293/PESC art. 2; art. 23(2)	2007/426/PESC L 157 (19.06.2007)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
05.03.2007	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	art. 15	2007/150/PESC L 66 (06.03.2007)
07.02.2007	Prorogation et modification de la position commune 2004/133/PESC concernant des mesures restrictives à l'égard d'extrémistes dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine	art. 15	2007/86/CFSP L 35 (08.02.2007)
05.10.2006	Prorogation de la validité de la position commune 2004/694/PESC concernant de nouvelles mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	art. 15	2006/671/PESC L 275 (06.10.2006)
11.07.2006	Implémentation de la Position commune 2004/694/PESC et renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	position commune 2004/694/PESC art. 2; art. 23 § 2	2006/484/PESC L 189 (12.07.2006)
10.03.2006	Implémentation de la Position commune 2004/694/PESC et renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	art. 2, art. 23 § 2	2006/205/PESC L 72 (11.03.2006)
10.03.2006	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du TPIY	art. 15	2006/204/PESC L 72 (11.03.2006)
30.01.2006	Prorogation et modification de la position commune 2004/133/PESC concernant mesures restrictives à l'égard d'extrémistes dans l'ARYM	art. 15	2006/50/PESC L 26 (31.01.2006)
23.01.2006	Exportations d'armes à destination de l'ex-Yougoslavie, abrogeant la position commune 1996/184/PESC	art. 15	2006/29/PESC L 19 (24.01.2006)
21.12.2005	Implémentation de la Position commune 2004/694/PESC et renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) <sup>o</sup>	art. 2, art. 23 § 2	2005/927/PESC L 337 (22.12.2005)
06.10.2005	Prorogation de la position commune 2004/694/PESC concernant de nouvelles mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	art. 15	2005/689/PESC L 261 (07.10.2005)
06.06.2005	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du TPIY	art. 2, art. 23 § 2	2005/426/PESC L 144 (08.06.2005)
18.04.2005	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du TPIY	art. 2, art. 23 § 2	2005/316/PESC L 100 (20.04.2005)
16.03.2005	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du TPIY	art. 15	2005/227/PESC L 71 (17.03.2005)
21.02.2005	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du TPIY	art. 2, art. 23 § 2	2005/148/PESC L 49 (22.02.2005)
31.01.2005	Prorogation et modification mesures restrictives à l'égard d'extrémistes dans l'ARYM	art. 15	2005/80/PESC L 29 (02.02.2005)
22.12.2004	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du TPIY	art. 2, art. 23 § 2	2004/900/PESC L 379 (24.12.2004)
15.11.2004	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du TPIY	art. 2, art. 23 § 2	2004/767/PESC L 339 (16.11.2004)
11.10.2004	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du TPIY	art. 15	2004/694/PESC L 315 (14.10.2004)
28.06.2004	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du TPIY	art. 2, art. 23 § 2	2004/528/PESC L 233 (02.07.2004)
30.03.2004	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en œuvre effective du mandat du TPIY	art. 15	2004/293/PESC L 094 (31.03.2004)
10.02.2004	Mesures restrictives à l'égard d'extrémistes dans l'ARYM	art. 15	2004/133/PESC L 039 (11.02.2004)
27.06.2003	Mandat du TPIY: mise en œuvre de la position commune 2003/280/PESC	art. 23 § 2; position commune 2003/280/PESC	2003/484/PESC L 162 (01.07.2003)
16.04.2003	Mise en œuvre effective du mandat du TPIY	art. 15	2003/280/PESC L 101 (23.04.2003)
08.10.2001	Exportations d'armes à destination de l'ex-Yougoslavie et abrogation de la position commune 1998/240/PESC	art. 15	2001/719/PESC L 268 (09.10.2001)
16.07.2001	Interdiction de visa à l'égard d'extrémistes dans l'ARYM	art. 15	2001/542/PESC L 194 (18.07.2001)
26.02.2001	Maintien de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de M. Milosevic	art. 15	2001/155/PESC L 57 (27.02.2001)
20.11.2000	Levée de l'embargo sur l'exportation d'armes à la Croatie	art. 15	2000/722/PESC L 292 (21.11.2000)
10.11.2000	Application de la position commune 2000/696/PESC du 10.11.2000	art. 23 § 2; position commune 2000/696/PESC	2000/697/PESC L 287 (14.11.2000)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
10.11.2000	Maintien de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de M. Milosevic	art. 15	2000/696/PESC L 287 (14.11.2000)
09.10.2000	Levée immédiate de certaines mesures restrictives à l'encontre de la RFY	art. 15	2000/599/PESC L 255 (09.10.2000) L 261 (14.10.2000)
03.08.2000	Mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de la RFY	art. 23 § 2;	position commune 1999/318/PESC
20.07.2000	Suspension temporaire de l'interdiction des vols et abrogation de la position commune 2000/176/PESC	art. 15	2000/454/PESC L 183 (22.07.2000)
05.06.2000	Mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de la RFY	art. 23 § 2; position commune 1999/318/PESC	2000/370/PESC L 134 (07.06.2000)
22.05.2000	Mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de la RFY	art. 23 § 2; position commune 1999/318/PESC	2000/348/PESC L 122 (24.05.2000)
28.02.2000	Mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de la RFY	position commune 1999/318/PESC	2000/177/PESC L 56 (01.03.2000)
28.02.2000	Suspension des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de la RFY et abrogation de la Position Commune 1998/426/PESC	art. 15	2000/176/PESC L 56 (1.03.2000)
24.01.2000	Restrictions en matière de visas à l'égard de la FRY	art. 15	2000/56/PESC L 21 (26.01.2000)
06.12.1999	Mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de la RFY	art. 23 § 2; position commune 1999/318/PESC	1999/812/PESC L 314 (8.12.1999)
13.09.1999	Restrictions en matière de visas à l'égard de la FRY	position commune 1999/318/PESC décision 1999/424/PESC	1999/612/PESC L 242 (14.09.1999)
03.09.1999	Suppression des mesures restrictives pour le Monténégro et le Kosovo	art. 15	1999/604/PESC L 236 (07.09.1999)
19.07.1999	Exportations d'armes à destination de l'ex-Yougoslavie	art. 15	1999/481/PESC L 188 (21.07.1999)
28.06.1999	Restrictions en matière de visas à l'encontre de la RFY	position commune 1999/318/PESC décision 1999/357/PESC	1999/424/PESC L 163 (29.06.1999)
01.06.1999	Restrictions en matière de visas l'encontre de la RFY	position commune 1999/318/PESC décision 1999/319/PESC	1999/357/PESC L 140 (03.06.1999)
10.05.1999	Restrictions en matière de visas à l'encontre de la RFY	position commune 1999/318/PESC art. 1, § 1 et 2	1999/319/PESC L 123 (13.05.1999)
10.05.1999	Mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de la RFY	art. 15	1999/318/PESC L 123 (13.05.1999)
23.04.1999	Interdiction de la fourniture et de la vente de pétrole et de produits pétroliers à la RFY	art. J.2	1999/273/PESC L 108 (27.04.1999)
14.12.1998	Mesures restrictives à prendre à l'encontre des personnes en RFY agissant contre les médias indépendants	art. J.2	1998/725/PESC L 345 (19.12.1998)
10.08.1998	Exportations d'armes à destination de l'ex-Yougoslavie: Abrogation de l'embargo pour la Slovaquie	art. J.2	1998/498/PESC L 225 (12.08.1998)
29.06.1998	Interdiction des vols effectués par des transporteurs yougoslaves entre la RFY et la CE	art. J.2	1998/426/PESC L 190 (04.07.1998)
08.06.1998	Interdiction de nouveaux investissements en Serbie	art. J.2	1998/374/PESC L 165 (10.06.1998)
07.05.1998	Gel des avoirs détenus à l'étranger par les gouvernements de la RFY et de la Serbie	art. J.2	1998/326/PESC L 143 (14.05.1998)
19.03.1998	Mesures restrictives à l'encontre de la RFY	art. J.2	1998/240/PESC L 95 (27.03.1998)
27.02.1998	Mesures restrictives à prendre à l'encontre des personnes en Bosnie-Herzégovine agissant contre les accords de paix	art. J.2	1998/196/PESC L 75 (12.03.1998)
15.09.1997	Mesures restrictives à prendre à l'encontre des personnes en Bosnie-Herzégovine agissant contre les accords de paix	art. J.2	1997/625/PESC L 259 (22.09.1997)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
17.03.1997	Mesures restrictives à prendre à l'encontre des personnes ayant commis des actes de violence lors des incidents de Mostar du 10.02.1997	art. J.2	1997/193/PESC L 81 (21.03.1997)
09.12.1996	Levée des restrictions aux relations économiques et financières avec la RFY (Serbie et Monténégro), les zones protégées des NU en République de Croatie et les zones de la République de Bosnie Herzégovine sous le contrôle des forces serbes de Bosnie	art. J.2	1996/708/PESC L 328 (18.12.1996)
26.02.1996	Exportations d'armes à destination de l'ex-Yougoslavie	art. J.2	1996/184/PESC L 58 (07.03.1996)
04.12.1995	Suspension des restrictions aux échanges avec la RFY (Serbie et Monténégro) et avec les la partie serbo-bosniaque	art. J.2	1995/511/PESC L 297 (09.12.1995)
19.09.1995	Prorogation de la suspension de certaines restrictions aux échanges avec la RFY (Serbie et Monténégro)	art. J.2	1995/378/PESC L 227 (22.09.1995)
07.07.1995	Prorogation de la suspension de certaines restrictions aux échanges avec la RFY (Serbie et Monténégro)	art. J.2	1995/254/PESC L 160 (11.07.1995)
12.06.1995	Suspension de certaines restrictions aux échanges avec la RFY (Serbie et Monténégro)	art. J.2	1995/213/PESC L 138 (21.06.1995)
28.04.1995	Prorogation de la suspension de certaines restrictions aux échanges avec la RFY (Serbie et Monténégro)	art. J.2	1995/150/PESC L 99 (29.04.1995)
23.01.1995	Prorogation de la suspension de certaines restrictions aux échanges avec la RFY (Serbie et Monténégro)	art. J.2	1995/11/PESC L 20 (27.01.1995)
10.10.1994	Réduction des relations économiques et financières avec les parties du territoire de la république de Bosnie-Herzégovine sous le contrôle des forces serbo-bosniaques	art. J.2	1994/672/PESC L 266 (15.10.1994)
10.10.1994	Suspension de certaines restrictions aux échanges avec la RFY (Serbie et Monténégro)	art. J.2	1994/673/PESC L 266 (15.10.1994)
13.06.1994	Interdiction de faire droit aux demandes visées au paragraphe 9 de la résolution n°757 (1992) du Conseil de sécurité de l'ONU	art. J.2	1994/366/PESC L 165 (01.07.1994)
<b>I.2 AFRIQUE</b>			
<b>ANGOLA</b>			
31.01.2005	Abrogation de la position commune 2002/495/PESC	art. 15	2005/82/PESC L 219 (02.02.2005)
19.12.2002	Mesures restrictives à l'encontre de l'UNITA, abrogation des positions commune 1997/759/PESC et 1998/425/PESC	art. 15	2002/991/PESC L 348 (21.12.2002)
25.06.2002	Politique de l'UE, abrogation de la position commune 2000/391/PESC	art. 15	2002/495/PESC L 167 (26.06.2002)
19.06.2000	Politique de l'UE	art. 15	2000/391/PESC L 146 (21.06.2000)
03.07.1998	Mesures restrictives à l'encontre de l'UNITA	art. J.2	1998/425/PESC L 190 (04.07.1998)
30.10.1997	Inciter l'UNITA à remplir ses obligations dans le processus de paix	art. J.2	1997/759/PESC L 309 (12.11.1997)
02.10.1995	Politique de l'UE	art. J.2	1995/413/PESC L 245 (12.10.1995)
<b>CÔTE D'IVOIRE</b>			
18.11.2008	Renouvellement des mesures restrictives instituées à l'encontre de la Côte-d'Ivoire	art. 15	2008/873/PESC L 308 (19.11.2008)
22.11.2007	Renouvellement des mesures restrictives instituées à l'encontre de la Côte d'Ivoire	art. 15	2007/761/PESC L 305 (23.11.2007)
12.02.2007	Renouvellement des mesures restrictives instituées à l'encontre de la Côte d'Ivoire	art. 15	2007/92/PESC L 41 (13.02.2007)
11.07.2006	Mesures restrictives à l'encontre de la Côte d'Ivoire	art. 6 de la position commune 2004/852/PESC; art. 23 (2)	2006/483/PESC L 189 (12.07.2006)
27.02.2006	Mesures restrictives à l'encontre de la Côte d'Ivoire	art. 6 de la position commune 2004/852/PESC; art. 23 (2)	2006/172/PESC L 61 (02.03.2006)
23.01.2006	Mesures restrictives à l'encontre de la Côte d'Ivoire	art. 15	2006/30/PESC L 19 (24.01.2006)
13.12.2004	Mesures restrictives à l'encontre de la Côte d'Ivoire	art. 15	2004/852/PESC L 368 (15.12.2004)

<b>REPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO</b>			
27.04.2009	Application de la position commune 2008/369/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo	position commune 2008/369/PESC art. 6; art. 23 (2)	2009/349/PESC L 106 (28.04.2009)
26.01.2009	Modification de la position commune 2008/369/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo	art. 15	2009/66/PESC L 23 (27.01.2009)
14.05.2008	Adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo et abrogeant la position commune 2005/440/PESC	art. 15	2008/369/PESC L 127 (15.05.2008)
29.02.2008	Modification de la position commune 2005/440/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo	art. 15	2008/179/PESC L 57 (01.03.2008)
09.10.2007	Modification de la position commune 2005/440/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo	art. 15	2007/654/PESC; L 264 (10.10.2007)
15.09.2006	Modification de la position commune 2005/440/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo	art. 15	2006/624/PESC L 253 (16.09.2006)
29.11.2005	Mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo	art. 6, art. 23 § 2	2005/846/PESC L 314 (30.11.2005)
18.07.2005	Mesures restrictives spécifiques à l'encontre des personnes agissant en violation de l'embargo sur les armes imposé à la République démocratique du Congo	art. 60, 301 et 308	2005/1183/CE L 193 (23.07.2005)
13.06.2005	Mesures restrictives à l'encontre de la RDC et abrogation position commune 2002/829/PESC	art. 15	2005/440/PESC L 152 (15.06.2005)
29.09.2003	Modification de la position commune 2002/829/PESC	art. 15	2003/680/PESC L 249 (01.10.2003)
21.10.2002	Interdiction de la fourniture de certains équipements à destination de la République démocratique du Congo	art. 15	2002/829/PESC L 285 (23.10.2002)
<b>ÉTHIOPIE/ÉRYTHRÉE</b>			
19.03.2001	Prorogation position commune 1999/206/PESC	art. 15	2001/215/PESC L 80 (20.03.2001)
29.09.2000	Prorogation et modification position commune 1999/206/PESC	art. 15	2000/584/PESC L 246 (30.09.2000)
20.03.2000	Prorogation position commune 1999/206/PESC	art. 15	2000/230/PESC L 073 (22.03.2000)
30.09.1999	Prorogation position commune 1999/206/PESC	art. 15	1996/650/PESC L 257 (2.10.1999)
15.03.1999	Embargo sur les armes	art. J.2	1999/206/PESC L 72 (18.03.1999)
<b>LIBERIA</b>			
12.02.2008	Mesures restrictives instituées à l'encontre du Liberia	art. 15	2008/109/PESC L 38 (13.02.2008)
11.06.2007	Levée de certaines mesures restrictives instituées à l'encontre du Liberia	art. 15	2007/400/PESC L 150 (12.06.2007)
12.02.2007	Modification et renouvellement de la position commune 2004/137/PESC concernant certaines mesures restrictives instituées à l'encontre du Liberia	art. 15	2007/93/PESC L 41 (13.02.2007)
24.07.2006	Modification et prorogation des certaines mesures restrictives instituées à l'encontre du Liberia	art. 15	2006/518/PESC L 201 (25.07.2006)
23.01.2006	Renouvelant les mesures restrictives instituées à l'encontre du Liberia	art. 15	2006/31/PESC L 19 (24.01.2006)
22.12.2004	Mise à jour de la Position Commune 2004/137/PESC	art. 15	2004/902/PESC L 379 (24.12.2004)
29.04.2004	Nouvelles mesures restrictives	art. 15	2004/487/PESC L 162 (30.04.2004)
10.02.2004	Mesures restrictives à l'encontre du Liberia; abrogation de la position commune 2001/357/PESC	art. 15	2004/137/PESC L 040 (12.02.2004)
27.10.2003	Mise en œuvre de la position commune 2001/357/PESC	art. 15	2003/771/PESC L 278 (29.10.2003)
22.09.2003	Mise en œuvre et prorogation de la position commune 2001/357/PESC	art. 15	2003/666/PESC L 235 (23.09.2003)
19.05.2003	Mise en œuvre et prorogation de la position commune 2001/357/PESC	art. 15	2003/365/PESC L 124 (20.05.2003)
13.06.2002	Mesures restrictives à l'encontre du Liberia	art. 15	2002/457/PESC L 155 (14.06.2002)
07.05.2001	Embargo sur les armes	art. 15	2001/357/PESC L 126 (08.05.2001)

<b>NIGERIA</b>			
31.01.2005	Abrogation de la position commune 2002/401/PESC	art. 15	2005/82/PESC L 29 (02.02.2005)
27.05.2002	Abrogation de la position commune 2001/373/PESC	art. 15	2002/401/PESC L 139 (29.05.2002)
14.05.2001	Renforcement des relations mutuellement bénéfiques entre l'UE et le Nigeria	art. 15	2001/373/PESC L 132 (15.05.2001)
17.05.1999	Levée des mesures négatives	art. 15	1999/347/PESC L 133 (28.05.1999)
22.12.1998	Processus démocratique au Nigeria	art. J.3 et J.11	1998/735/PESC L 354 (30.12.1998)
30.10.1998	Levée de quelques mesures négatives	art. J.2	1998/614/PESC L 293 (31.10.1998)
28.11.1997	Prorogation position commune 1995/544/PESC	art. J.2	1997/821/PESC L 338 (09.12.1997)
28.11.1997	Application restriction sur visas	art. J.2	1997/820/PESC L 338 (09.12.1997)
02.06.1997	Prorogation position commune 1995/544/PESC	art. J.2	1997/358/PESC L 153 (11.06.1997)
25.11.1996	Prorogation position commune 1995/544/PESC	art. J.2	1996/677/PESC L 315 (04.12.1996)
03.06.1996	Prorogation position commune 1995/544/PESC	art. J.2	1996/361/PESC L 143 (15.06.1996)
04.12.1995	Mesures négatives supplémentaires	art. J.2	1995/544/PESC L 309 (21.12.1995)
20.11.1995	Mesures négatives	art. J.2	1995/515/PESC L 298 (11.12.1995)
<b>REPUBLIQUE DE GUINÉE</b>			
22.12.2009	Modification de la position commune 2009/788/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République de Guinée	art. 29	2009/1003/PESC L 346 (23.12.2009)
22.12.2009	Institution des certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de la République de Guinée	art. 215 §1 et 2	2009/1284/UE L 346 (23.12.2009)
27.10.2009	Mesures restrictives à l'encontre de la République de Guinée	art. 15	2009/788/PESC L 281 (28.10.2009) ) + rectificatif L 282 (29.10.2009)
<b>SIERRA LEONE</b>			
28.01.2008	Modification de la position commune 98/409/PESC relative à la Sierra Leone	art. 15	2008/81/PESC L 24 (29.01.2008)
19.12.2002	Interdiction des importations de diamants bruts	art. 15	2002/992/PESC L 348 (21.12.2002)
11.01.2002	Interdiction des importations de diamants bruts	art. 15	2002/22/PESC L 10 (12.01.2002)
20.07.2000	Interdiction des importations de diamants bruts	art. 15	2000/455/PESC L 183 (22.07.2000)
29.06.1998	Application de l'embargo sur les armes	art. J.2	1998/409/CFSP L 187 (01.07.1998)
27.04.1998	Fin de l'interruption des relations économiques	art. J.2	1998/300/PESC L 136 (08.05.1998)
08.12.1997	Mesures négatives	art. J.2	1997/826/PESC L 344 (15.12.1997)
<b>SOMALIE</b>			
16.02.2009	Mesures restrictives à l'encontre de la Somalie et abrogation de la position commune 2002/960/PESC	art. 15	2009/138/PESC L 46 (17.02.2009)
07.06.2007	Modification de la position commune 2002/960/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Somalie	art. 15	2007/391/PESC L 146 (08.06.2007)
12.02.2007	Modification de la position commune 2002/960/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Somalie	art. 15	2007/94/PESC L 41 (13.02.2007)
10.12.2002	Mesures restrictives	art. 15	2002/960/PESC L 334 (11.12.2002)
<b>SOUDAN</b>			
01.06.2006	Mise en œuvre la position commune 2005/411/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre du Soudan	art. 23 § 2; position commune 2004/411/PESC art. 6	2006/386/PESC L 148 (02.06.2006)

18.07.2005	Mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes qui font obstacle au processus de paix et ne respectent pas le droit int. dans le conflit de la région du Darfour au Soudan	art. 60, 301 et 308	2005/1184/EC L 193 (23.07.2005)
30.05.2005	Mesures restrictives et abrogation de la position commune 2004/31/PESC	art. 15	2005/411/PESC L 139 (02.06.2005)
10.06.2004	Embargo sur les armes	art. 15	2004/510/PESC L 209 (11.06.2004)
09.01.2004	Embargo sur les armes	art. 15	2004/31/PESC L 6 (10.1.2004)
15.03.1994	Embargo sur les armes	art. J.2	1994/165/PESC L 75 (17.03.1994)
<b>UNION DES COMORES</b>			
24.07.2008	Abrogation de la position commune 2008/187/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre du gouvernement illégal d'Anjouan dans l'Union des Comores	art. 15	2008/611/PESC L 197 (25.07.2008)
03.03.2008	Mesures restrictives à l'encontre du gouvernement illégal d'Anjouan dans l'Union des Comores	art. 15	2008/187/PESC L 59 (04.03.2008)
<b>ZIMBABWE</b>			
26.01.2009	Renouvellement des mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe	art. 15	2009/68/PESC L 23 (27.01.2009)
08.12.2008	Mise en œuvre de la position commune 2004/161/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe	position commune 2004/161/PESC art. 6; art. 23§2	2008/922/PESC L 331 (10.12.2008)
31.07.2008	Modification de la position commune 2004/161/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe	art. 15	2008/632/PESC L 205 (01.08.2008)
22.07.2008	Mise en œuvre de la position commune 2004/161/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe	position commune 2004/161/PESC art. 6; art. 23§2	2008/605/PESC L 194 (23.07.2008)
18.02.2008	Renouvellement des mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe	art. 15	2008/135/PESC L 43 (19.02.2008)
25.06.2007	Mise en œuvre de la position commune 2004/161/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe	position commune 2004/161/PESC art. 6; art. 23§2	2007/455/PESC L 172 (30.06.2007)
16.04.2007	Mise en œuvre de la position commune 2004/161/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe	position commune 2004/161/PESC art. 6; art. 23§2	2007/235/PESC L 101 (18.04.2007)
19.02.2007	Renouvellement des mesures restrictives	art. 15	2007/120/PESC L 51 (20.02.2007)
30.01.2006	Renouvellement des mesures restrictives	art. 15	2006/51/PESC L 26 (31.01.2006)
29.07.2005	Renouvellement des mesures restrictives	art. 23§2	2005/592/PESC L 200 (30.07.2005)
13.06.2005	Actualisation annexe de la position commune 2004/161/PESC	art. 23 §2	2005/444/PESC L 153 (16.06.2005)
21.02.2005	Prorogation de la position commune 2004/161/PESC	art. 15	2005/146/PESC L 49 (22.02.2005)
19.02.2004	Renouvellement des mesures restrictives	art. 15	2004/161/PESC L 050 (20.02.2004) Addendum: L 57 (25.02.2004)
18.02.2003	Modification et prorogation de la position commune 2002/145/PESC	art. 15	2003/115/PESC L 046 (20.02.2003)
13.09.2002	Mise en œuvre de la Position commune 2002/145/PESC	position commune 2002/754/PESC + art. 23 § 2	2002/754/PESC L 247 (14.09.2002)
22.07.2002	Modification de la Position commune 2002/145/PESC	art. 15	2002/600/PESC L 195 (24.07.2002)
18.02.2002	Mesures restrictives	art. 15	2002/145/PESC L 050 (21.02.2002)

<b>I.3 ASIE / OCÉANIE</b>			
<b>AFGHANISTAN</b>			
21.01.2002	Abrogation de la position commune 2001/56/PESC	art. 15	2002/42/PESC L 20 (23.01.2002)
05.11.2001	Mesures restrictives à l'encontre des Taliban	art. 15	2001/771/PESC L 289 (06.11.2001)
26.02.2001	Mesures restrictives supplémentaires à l'encontre des Taliban	art. 15	2001/154/PESC L 57 (27.2.2001)
22.01.2001	Politique de l'UE/ maintien de l'embargo sur les armes	art. 15	2001/56/PESC L 21 (23.01.2001)
24.01.2000	Politique de l'UE	art. 15	2000/55/PESC L 21 (26.01.2000)
15.11.1999	Mesures restrictives à l'encontre des Taliban	art. 15	1999/727/PESC L 294 (16.11.1999)
25.01.1999	Politique de l'UE	art. J.2	1999/73/PESC L 23 (30.01.1999)
06.01.1998	Politique de l'UE	art. J.2	1998/108/PESC L 32 (06.02.1998)
17.12.1996	Embargo sur les armes	art. J.2	1996/746/PESC L 342 (31.12.1996)
<b>BIRMANIE / MYANMAR</b>			
18.12.2009	Modification de la position commune 2006/318/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar	art. 29	2009/981/PESC L 338 (19.12.2009)
13.08.2009	Modification de la position commune 2006/318/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar	art. 15	2009/615/PESC L 210 (14.08.2009)
27.04.2009	Renouvellement des mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar	art. 15	2009/351/PESC L 108 (29.04.2009)
29.04.2008	Renouvellement des mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar	art. 15	2008/349/PESC L 116 (30.04.2008)
19.11.2007	Modification de la position commune 2006/318/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar	art. 15	2007/750/PESC L 308 (24.11.2007)
23.04.2007	Renouvellement des mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar	art. 15	2007/248/PESC L 107 (25.04.2007)
27.04.2006	Mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar	art. 15	2006/318/PESC L 116 (29.04.2006)
28.04.2005	Mesures restrictives, modification Position Commune 2004/423/PESC	art. 15	2005/340/PESC L 108 (29.04.2005)
21.02.2005	Mesures restrictives, modification Position Commune 2004/423/PESC	art. 15	2005/149/PESC L 49 (22.02.2005)
25.10.2004	Mesures restrictives supplémentaires, modification Position Commune 2004/423/PESC	art. 15	2004/730/PESC L 323 (26.10.2004)
26.04.2004	Mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar	art. 15	2004/423/PESC L 125 (28.04.2004)
22.12.2003	Mise en œuvre de la position commune 2003/297/PESC	art. 23 § 2; position commune 2003/297/PESC,	2003/907/PESC L 340 (24.12.2003)
20.06.2003	Mise en œuvre de la position commune 2003/297/PESC	position commune 2003/297/PESC, art. 23 § 2	2003/461/PESC L 154 (21.06.2003)
28.04.2003	Mesures négatives: abrogation et remplacement de la position commune 1996/635/PESC	art. 15	2003/297/PESC L 106 (29.04.2003)
21.10.2002	Prorogation position commune 1996/635/PESC	art. 15	2002/831/PESC L 285 (23.10.2002)
22.04.2002	Prorogation position commune 1996/635/PESC	art. 15	2002/310/PESC L 107 (24.04.2002)
29.10.2001	Prorogation position commune 1996/635/PESC	art. 15	2001/757/PESC L 286 (30.10.2001)
09.04.2001	Prorogation position commune 1996/635/PESC	art. 15	2001/284/PESC L 99 (10.04.2001)
09.10.2000	Prorogation position commune 1996/635/PESC	art. 15	2000/601/PESC L 257 (11.10.2000)
26.04.2000	Prorogation et modification position commune 1996/635/PESC	art. 15	2000/346/PESC L 122 (24.5.2000)



11.10.1999	Prorogation position commune 1996/635/PESC	art. 15	1999/670/PESC L 267 (15.10.1999)
26.04.1999	Prorogation position commune 1996/635/PESC	art. J.2	1999/289/PESC L 114 (01.05.1999)
26.10.1998	Mesures négatives supplémentaires	art. J.2	1998/612/PESC L 291 (30.10.1998)
27.04.1998	Prorogation position commune 1996/635/PESC	art. J.2	1998/303/PESC L 138 (09.05.1998)
26.01.1998	Interdiction des visas aux membres du SPIC	art. J.2	1998/107/PESC L 32 (06.02.1998)
20.10.1997	Prorogation position commune 1996/635/PESC	art. J.2	1997/688/PESC L 293 (27.10.1997)
29.04.1997	Prorogation position commune 1996/635/PESC	art. J.2	1997/290/PESC L 120 (12.05.1997)
28.10.1996	Mesures négatives	art. J.2	1996/635/PESC L 287 (08.11.1996)
<b>INDONÉSIE</b>			
16.09.1999	Embargo armes et équipements militaires	art. 15	1999/624/PESC L 245 (17.09.1999)
<b>RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE</b>			
22.12.2009	Modification de la position commune 2006/795/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée	art. 29	2009/1002/PESC L 346 (23.12.2009)
22.12.2009	Modification du règlement (CE) n o 329/2007 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée	art. 215 §1 et 2	2009/1283/UE L 346 (23.12.2009)
04.08.2009	Mise en oeuvre de la position commune 2006/795/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée	position commune 2006/795/PESC art. 6(1) art. 23(2)	2009/599/PESC L 203 (05.08.2009)
27.07.2009	Modification de la position commune 2006/795/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée	art. 15	2009/573/PESC L 197 (29.07.2009)
27.03.2007	Mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée	art. 60 et 301	2007/329/CE L 88 (29.03.2007)
20.11.2006	Mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée	art. 15	2006/795/PESC L 322 (22.11.2006)
<b>I.4 MOYEN-ORIENT / GOLFE</b>			
<b>IRAN</b>			
15.12.2009	Modification du règlement (CE) n o 423/2007 concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran	art. 215 §1 et 2	2009/1228/UE L 330 (16.12.2009)
17.11.2009	Mise en oeuvre de l'article 7, paragraphe 2, du règlement (CE) n o 423/2007 concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et abrogeant la décision 2008/475/CE	règlement (CE) no 423/2007 art. 15 (2)	2009/1100/CE L 303 (18.11.2009)
17.11.2009	Mise en oeuvre de la position commune 2007/140/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran	position commune 2007/140/PESC art. 7 (2) art. 23 (2)	2009/840/PESC L 303 (18.11.2009)
10.11.2008	Modification des annexes III et IV de la position commune 2007/140/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran	position commune 2007/140/PESC art. 7 (2)	2008/842/PESC L 300 (11.11.2008)
07.08.2008	Modification de la position commune 2007/140/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran	art. 15	2008/652/PESC L 213 (08.08.2008) + rectificatif L 285 (29.10.2008)
23.06.2008	Modification de la position commune 2007/140/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran	art. 15	2008/479/CFSP L 163 (24.06.2008)
23.04.2007	Modification de la position commune 2007/140/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran	art. 15	2007/246/PESC L 106 (24.04.2007)
23.04.2007	Mise en oeuvre de l'article 7, paragraphe 2, du règlement (CE) no 423/2007 concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran	règlement (CE) No 423/2007: art. 15(2)	2007/242/CE L 106 (24.04.2007)
27.02.2007	Adoption de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran	art. 15	2007/140/PESC L 61 (28.02.2007)
<b>IRAQ</b>			
05.03.2009	Modification de la position commune 2003/495/PESC sur l'Iraq	art. 15	2009/175/PESC L 62 (06.03.2009)
03.03.2008	Modification de la position commune 2003/495/PESC sur l'Iraq	art. 15	2008/186/PESC L 59 (04.03.2008)

19.07.2004	Mise en œuvre de la Position Commune 2003/495/PESC	art. 15	2004/553/PESC L 246 (20.07.2004)
13.10.2003	Mise en œuvre de la Position Commune 2003/495/PESC	art. 15	2003/735/PESC L 264 (15.10.2003)
07.07.2003	Mesures restrictives à l'encontre de l'Iraq, abrogation des positions communes 1996/741/PESC et 2002/599/PESC	art. 15	2003/495/PESC L 169 (08.07.2003)
22.07.2002	Dérogations à l'embargo	art. 15	2002/599/PESC L 194 (23.07.2002)
17.12.1996	Dérogations à l'embargo	art. J.2	1996/741/PESC L 337 (27.12.1996)
<b>LIBAN</b>			
15.09.2006	Interdiction de vendre ou de fournir des armes et du matériel connexe, ainsi que de fournir des services y afférents à des entités ou à des individus situés au Liban, conformément à la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité des Nations unies	art. 15	2006/625/PESC L 253 (16.09.2006)
<b>LIBYE</b>			
14.10.2004	Levée des mesures restrictives	art. 15	2004/698/PESC L 317 (16.10.2004)
13.09.1999	Levée des mesures restrictives, à l'exception de l'embargo sur les armes	art. 15	1999/611/PESC L 242 (14.09.1999)
13.09.1999	Levée des mesures restrictives, à l'exception de l'embargo sur les armes	art. 15	1999/611/PESC L 242 (14.09.1999)
16.04.1999	Suspension de quelques mesures négatives	art. J.2	1999/261/PESC L 103 (20.04.1999) rectificatif: L 168 (03.07.1999)
02.11.1993	Réduction des relations économiques	art. J.2	93/614/PESC L 295 (30.11.1993)
<b>PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT</b>			
12.12.2005	Mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes soupçonnées d'être impliquées dans l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais M. Rafic Hariri (Syrie)	art. 15	2005/888/PESC L 327 (14.12.2005)
<b>I.5 EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE</b>			
<b>BIÉLORUSSIE</b>			
15.12.2009	Prorogation des mesures restrictives à l'encontre de certains fonctionnaires de Biélorussie prévues dans la position commune 2006/276/PESC et abrogeant la position commune 2009/314/PESC	art. 29	2009/969/PESC L 332 (17.12.2009)
06.04.2009	Modification de la position commune 2006/276/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certains fonctionnaires de Biélorussie et abrogeant la position commune 2008/844/PESC	art. 15	2009/314/PESC L 93 (07.04.2009)
10.11.2008	Modification de la position commune 2006/276/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certains fonctionnaires de Biélorussie	art. 15	2008/844/PESC L 300 (11.11.2008)
07.04.2008	Renouvellement des mesures restrictives à l'encontre de certains fonctionnaires du Belarus	art. 15	2008/288/PESC L 95 (08.04.2008)
19.03.2007	Renouvellement des mesures restrictives à l'encontre de certains fonctionnaires du Belarus	art. 15	2007/173/PESC L 79 (20.03.2007)
23.10.2006	Mise en œuvre de la position commune 2006/276/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certains fonctionnaires de Biélorussie	art. 23(2)	2006/718/PESC L 294 (25.10.2006)
18.05.2006	Modification de la position commune 2006/276/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certains fonctionnaires de Biélorussie	art. 15	2006/362/PESC L 134 (20.05.2006)
10.04.2006	Mesures restrictives à l'encontre de certains fonctionnaires de Biélorussie et abrogation de la position commune 2004/661/PESC	art. 15	2006/276/PESC L 101 (11.04.2006)
20.09.2005	Prorogation de la Position Commune 2004/661/PESC	art. 15	2005/666/PESC L 247 (23.09.2005)
13.12.2004	Mise à jour Position Commune 2004/661/PESC	art. 15	2004/848/PESC L 367 (14.12.2004) + rectificatif L 5 (07.01.2005)
24.09.2004	Mesures restrictives à l'encontre de certains fonctionnaires de Biélorussie	art. 15	2004/661/PESC L 301 (28.09.2004)
22.02.1999	Abrogation de la position commune 1998/448/PESC	art. J.2	1999/156/PESC L 52 (27.02.1999)
09.07.1998	Restriction en matière de visas	art. J.2	1998/448/PESC L 195 (11.07.1998)

<b>RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE</b>			
16.02.2009	Renouvellement des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie de la République de Moldova	art. 15	2009/139/PESC L 46 (17.02.2009)
25.02.2008	Mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie (République de Moldavie)	art. 15	2008/160/PESC L 51 (26.02.2008)
19.02.2007	Prorogation et modification de la position commune 2004/179/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie de la République de Moldova	art. 15	2007/121/PESC L 51 (20.02.2007)
14.02.2006	Mise en œuvre la position commune 2004/179/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie	art. 2 § 1, art. 23 § 2	2006/96/PESC L 44 (15.02.2006)
14.02.2006	Prorogant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie	art. 15	2006/95/PESC L 44 (15.02.2006)
12.12.2005	Mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie	art. 2 § 1, art. 23 § 2	2005/890/PESC L 327 (14.12.2005)
21.02.2005	Prorogation et modification de la position commune 2004/179/PESC	art. 15	2005/147/PESC L 49 (22.02.2005)
26.08.2004	Mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie	art. 15	2004/622/PESC L 279 (28.08.2004)
23.02.2004	Mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie	art. 15	2004/179/PESC L 055 (24.02.2004)
27.02.2003	Mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie	art. 15	2003/139/PESC L 053 (28.02.2003)
<b>OUZBÉKISTAN</b>			
15.12.2009	Abrogation du règlement (CE) n o 1859/2005 instituant certaines mesures restrictives à l'encontre de l'Ouzbékistan	art. 215 §1, art. 301	2009/1227/UE L 330 (16.12.2009)
10.11.2008	Modification et prorogation de la position commune 2007/734/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Ouzbékistan	art. 15	2008/843/PESC L 300 (11.11.2008)
29.04.2008	Mesures restrictives à l'encontre de l'Ouzbékistan	art. 15	2008/348/PESC L 116 (30.04.2008)
13.11.2007	Mesures restrictives à l'encontre de l'Ouzbékistan	art. 15	2007/734/PESC L 295 (14.11.2007)
14.05.2007	Renouvellement de certaines mesures restrictives à l'encontre de l'Ouzbékistan	art. 15	2007/338/PESC L 128 (16.05.2007)
13.11.2006	Renouvellement de certaines mesures restrictives à l'encontre de l'Ouzbékistan	art. 15	2006/787/PESC L 318 (17.11.2006)
14.11.2005	Mesures restrictives à l'encontre de l'Ouzbékistan	art. 15	2005/792/PESC L 299 (16.11.2005)
14.11.2005	Institution des certaines mesures restrictives à l'encontre de l'Ouzbékistan	art. 60 et 301	2005/1859/CE L 299 (16.11.2005)
<b>I.6 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>			
<b>HAÏTI</b>			
14.10.1994	Levée de la réduction des relations économiques	art. J.2	1994/681/PESC L 271 (21.10.1994)
30.05.1994	Réduction des relations économiques	art. J.2	1994/315/PESC L 139 (02.06.1994)

<b>II. PESD</b>			
<b>II.1 BALKANS OCCIDENTAUX</b>			
15.12.2009	Prorogation du mandat du chef de la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-Herzégovine	art. 38, troisième alinéa  décision 2009/906/PESC art. 10 §1	2009/958/PESC MPUE/1/2009 L 330 (16.12.2009)
08.12.2009	Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine	art. 28, art. 43 §2	2009/906/PESC L 322 (09.12.2009)
11.11.2009	Nomination du commandant de la force de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25, troisième alinéa; action commune 2004/570/PESC art. 6	2009/836/PESC BiH/15/2009 L 299 (14.11.2009)
09.06.2009	Modification de l'action commune 2008/124/PESC relative à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo, EULEX KOSOVO	art. 14	2009/445/PESC L 148 (11.06.2009)
27.11.2008	Mise en œuvre de l'action commune 2007/749/PESC concernant la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine	action commune 2007/749/PESC art. 12 §1 art. 23 §2, deuxième tiret	2008/890/PESC L 318 (28.11.2008)
21.11.2008	Nomination du commandant de la force de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25, troisième alinéa; action commune 2004/570/PESC art. 6	2008/895/PESC BiH/14/2008 L 319 (29.11.2008)
24.10.2008	Nomination du chef de mission/commissaire de police de la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25(3), action commune 2007/749/PESC art. 10(1)	2008/835/PESC L 298 (07.11.2008)
13.10.2008	Conclusion d'un accord entre l'Union européenne et les Œuvre d'Amérique relatif à la participation des Œuvre d'Amérique à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo, EULEX KOSOVO	art. 24	2008/814/PESC L 282 (25.10.2008)
25.09.2008	Conclusion d'un accord entre l'Union européenne et la République de Croatie relatif à la participation de la République de Croatie à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo, EULEX KOSOVO	art. 24	2008/887/PESC L 317 (27.11.2008)
29.07.2008	Modification de la décision BiH/1/2004 relative à l'acceptation de contributions d'États tiers à l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine et la décision BiH/3/2004 établissant le comité des contributeurs pour l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25, troisième alinéa	2008/712/PESC BiH/13/2008 L 237 (04.09.2008)
24.07.2008	Conclusion d'un accord entre l'Union européenne et la Confédération suisse relatif à la participation de la Confédération suisse à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo, EULEX KOSOVO	art. 24	2008/666/PESC L 217 (13.08.2008)
06.06.2008	Modification de la décision EPUE/2/2007 relative à la nomination du chef de l'équipe de planification de l'Union européenne (EPUE Kosovo)	art. 25, troisième alinéa action commune 2006/304/PESC art. 6 action commune 2008/124/PESC art. 4(3)+art. 5(2)	2008/545/PESC EUPT/1/2008 L 173 (03.07.2008)
22.04.2008	Etablissement du comité des contributeurs pour la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)	art. 25, troisième alinéa	2008/356/PESC EULEX/2/2008 L 118 (06.05.2008)
17.03.2008	Modification et prorogation de l'action commune 2006/304/PESC sur la mise en place d'une équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines	art. 14	2008/228/PESC L 75 (18.03.2008)
07.02.2008	Nomination du chef de la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo, EULEX KOSOVO	art. 25, troisième alinéa action commune 2008/124/PESC art. 12(2)	2008/125/PESC EULEX/1/2008 L 42 (16.02.2008)
04.02.2008	Mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo, EULEX KOSOVO	art. 14, art. 25(3)	2008/124/PESC L 42 (16.02.2008)

18.12.2007	Nomination du chef de l'équipe de planification de l'Union européenne (EPUE Kosovo)	art. 25, troisième alinéa action commune 2006/304/PESC art. 6 action commune 2007/778/PESC	2007/888/PESC EPUE/2/2007 L 346 (29.12.2007)
04.12.2007	Mise en œuvre de l'action commune 2007/749/PESC concernant la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-Herzégovine	action commune 2007/749/PESC art. 12(1) art. 23(2) 2ième tiret	2007/791/PESC L 317 (05.12.2007)
30.11.2007	Nomination du chef de mission/commissaire de police de la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25(3), action commune 2007/749/PESC art. 17, action commune 2005/824/PESC art. 9(1)	EUPM/1/2007 L 329 (14.12.2007) Rectificatif: L 330 (15.12.2007)
29.11.2007	Modification et prorogation de l'action commune 2006/304/PESC sur la mise en place d'une équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines	art. 14	2007/778/PESC L 312 (30.11.2007)
19.11.2007	Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-Herzégovine	art. 14, art. 25(3)	2007/749/PESC L 303 (21.11.2007)
19.11.2007	Modification et prorogation de l'action commune 2006/623/PESC concernant la création d'une équipe de l'UE chargée de contribuer à la préparation de la mise en place d'une éventuelle mission civile internationale au Kosovo incluant un représentant spécial de l'Union européenne (équipe de préparation de la MCI/RSUE)	art. 14	2007/744/PESC L 301 (20.11.2007)
08.11.2007	Modification de l'action commune 2004/570/PESC concernant l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 14	2007/720/PESC L 291 (09.11.2007)
25.09.2007	Nomination du chef de l'élément de commandement de l'Union européenne à Naples, dans le cadre de l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25(3) action commune 2004/570/PESC art. 6	2007/725/PESC BiH/12/2007 L 293 (10.11.2007)
25.09.2007	Nomination du commandant de l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25(3) action commune 2004/570/PESC art. 6	2007/724/PESC BiH/10/2007 L 293 (10.11.2007)
25.09.2007	Nomination du commandant de la force de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25 action commune 2004/570/PESC art. 6	2007/711/PESC BiH/11/2007 L 288 (06.11.2007)
23.07.2007	Modification et prorogation de l'action commune 2006/304/PESC sur la mise en place d'une équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines	art. 14	2007/520/PESC L 192 (24.07.2007)
16.07.2007	Modification et prorogation de l'action commune 2006/623/PESC concernant la création d'une équipe de l'UE chargée de contribuer à la préparation de la mise en place d'une éventuelle mission civile internationale au Kosovo incluant un représentant spécial de l'Union européenne (équipe de préparation de la MCI/RSUE)	art. 14	2007/517/PESC L 190 (21.07.2007)
15.05.2007	Prorogation du mandat du chef de l'équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines	art. 25; action commune 2006/304/PESC: art. 6(2)	2007/358/PESC L 133 (25.05.2007)
14.05.2007	Modification et prorogation de l'action commune 2006/304/PESC sur la mise en place d'une équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines	art. 14	2007/334/PESC L 125 (15.05.2007)
27.03.2007	Prorogation du mandat de l'équipe de l'Union européenne chargée de contribuer à la préparation de la mise en place d'une éventuelle mission civile internationale au Kosovo incluant un représentant spécial de l'Union européenne (équipe de préparation de la MCI/RSUE)	art. 14, art. 25(3)	2007/203/PESC L 90 (30.03.2007)
22.01.2007	Modification de l'action commune 2002/921/PESC prorogeant le mandat de la Mission de surveillance de l'Union européenne	art. 14	2007/40/PESC L 17 (24.01.2007)
12.12.2006	Prorogation du mandat du chef de l'équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines	art. 25 action commune 2006/304/PESC art. 6(2)	2006/980/PESC L 365 (21.12.2006) EPUE/2/2006

11.12.2006	Modification et prorogation de l'action commune 2006/304/PESC sur la mise en place d'une équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines	art. 14	2006/918/PESC L 349 (12.12.2006)
05.12.2006	Prorogation du mandat du chef de mission/commissaire de police de la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25 action commune 2005/824/PESC art. 9(1)	2006/979/PESC L 365 (21.12.2006) MPUE/1/2006
30.11.2006	Prorogation et modification du mandat de la Mission de surveillance de l'Union européenne (EUMM)	art. 14	2006/867/PESC L 335, 01.12.2006 RECTIFICATIF L 349 (12.12.2006)
30.11.2006	Prorogation du mandat du chef de la Mission de surveillance de l'Union européenne (EUMM)	art. 23(2); action commune 2002/921/PESC art. 5(1)	2006/866/PESC L 335 (01.12.2006)
28.11.2006	Mise en œuvre de l'action commune 2005/824/PESC relative à la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-Herzégovine	action commune 2005/824/PESC art. 11(2); art. 23(2)	2006/865/PESC L 335 (01.12.2006)
15.09.2006	Création d'une équipe de l'UE chargée de contribuer à la préparation de la mise en place d'une éventuelle mission civile internationale au Kosovo incluant un représentant spécial de l'Union européenne (équipe de préparation de la MCI/RSUE)	art. 14, art. 25	2006/623/PESC L 253 (16.09.2006)
30.06.2006	Conclusion de l'accord entre l'UE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine sur la participation de l'ancienne République yougoslave de Macédoine à l'opération militaire de gestion de crise menée par l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine (opération ALTHEA)	art. 24	2006/477/PESC L 188 (11.07.2006)
27.06.2006	Nomination du commandant de la force de l'UE pour l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25 §3; action commune 2004/570/PESC, art. 6	2006/497/PESC BiH/9/2006 L 196 (18.07.2006)
02.05.2006	Nomination du chef de l'équipe de planification de l'UE (EPUE Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines	art. 25; action commune 2006/304/PESC, art. 6	2006/353/PESC EUP/1/2006 L 130 (18.05.2006)
10.04.2006	Mise en place d'une équipe de planification de l'UE (EPUE/EUPT Kosovo) en ce qui concerne l'opération de gestion de crise que l'UE pourrait mener au Kosovo dans le domaine de l'État de droit et, éventuellement, dans d'autres domaines	art. 14, art. 25 al. 3	2006/304/PESC L 112 (26.04.2006)
15.03.2006	Modification de la décision BiH/1/2004 relative à l'acceptation de contributions d'États tiers à l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine et la décision BiH/3/2004 établissant le comité des contributeurs pour l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25 §3	2006/267/PESC BiH/8/2006 L 96 (05.04.2006)
24.11.2005	Mise en place d'une équipe consultative de l'UE chargée des questions de police (EUPAT) dans ARYM	art. 14, art. 25 al. 3, art. 26 et art. 28 § 3	2005/826/PESC L 307 (25.11.2005)
07.12.2005	Nomination du chef de l'équipe consultative de l'UE chargée des questions de police (EUPAT) dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM)	art. 25 §3; action commune 2005/826/PESC, art. 7 §2	2005/957/PESC EUPAT/1/2005 L 346 (29.12.2005)
25.11.2005	Nomination du chef de mission/commissaire de police de la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25 §3; action commune 2005/824/PESC, art. 9 §1	2005/922/PESC MPUE/2/2005 L 335 (21.12.2005) + Rectificatif: L 188 (11.07.2006)
24.11.2005	Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine	art. 14, art. 25 al. 3	2005/824/PESC L 307 (25.11.2005)
21.11.2005	Prorogation du mandat du chef de la Mission de surveillance de l'Union européenne (EUMM)	art. 23 § 2	2005/808/PESC L 303 (22.11.2005)
21.11.2005	Prorogation et modification du mandat de la Mission de surveillance de l'Union européenne (EUMM)	art. 14	2005/807/PESC L 303 (22.11.2005)
20.09.2005	Nomination du chef de l'élément de commandement de l'Union européenne à Naples, dans le cadre de l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25 § 3; action commune 2004/570/PESC art. 6	2005/714/PESC BiH/7/2005 L 271 (15.10.2005)
18.07.2005	Participation de du Chili à l'opération militaire de gestion de crise menée par l'UE en Bosnie-Herzégovine (opération ALTHEA)	art. 24	2005/593/PESC L 202 (03.08.2005)
14.06.2005	Nomination du commandant de la force de l'UE pour l'opération militaire de l'UE en BiH	art. 25 § 3; action commune 2004/570/PESC art. 6	2005/483/PESC BiH/6/2005 L 173 (06.07.2005)

14.03.2005	Participation de l'Argentine à l'opération militaire de gestion de crise menée par l'UE en Bosnie-Herzégovine (opération ALTHEA)	art. 24	2005/447/PESC L 156 (18.06.2005)
14.03.2005	Participation de la Nouvelle-Zélande à l'opération militaire de gestion de crise menée par l'UE en Bosnie-Herzégovine (opération ALTHEA)	art. 24	2005/386/PESC L 127 (20.05.2005)
04.03.2005	Etablissement du comité des contributeurs pour la Mission de police de l'UE (EUPOL Proxima) dans l'ARYM	art. 25 §3; action commune 2004/789/PESC art. 9 §7	2005/230/CE PROXIMA/3/2005 L 72 (18.03.2005)
04.03.2005	Etablissement du comité des contributeurs pour la Mission de police de l'UE (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine	art. 25 3ème alinéa; action commune 2005/210/PESC, art. 8 § 4	2005/229/CE MPUE/1/2005 L 72 (18.03.2005)
17.02.2005	MPUE: modification de l'action commune 2002/210/PESC	art. 14, art. 25 § 3	2005/143/PESC L 48 (19.02.2005)
17.02.2005	Modification de l'action commune 2004/789/PESC, Mission de Police de l'UE dans l'ARYM (EUPOL Proxima)	art. 14, art. 25 § 3	2005/142/PESC L 48 (19.02.2005)
31.01.2005	Participation de l'Albanie à l'opération militaire de gestion de crise menée par l'UE en Bosnie-Herzégovine (opération ALTHEA)	art. 24	2005/199/PESC L 65 (11.03.2005)
31.01.2005	Prorogation du mandat du chef/commissaire de police de la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine	art. 23 § 2	2005/81/PESC L 29 (02.02.2005)
24.01.2005	Participation du Maroc à l'opération militaire de gestion de crise menée par l'UE en Bosnie-Herzégovine (opération ALTHEA)	art. 24	2005/109/PESC L 34 (08.02.2005)
20.12.2004	Participation de la Confédération suisse à l'opération militaire de gestion de crise menée par l'UE en Bosnie-Herzégovine (opération ALTHEA)	art. 24	2005/44/PESC L 20 (22.01.2005)
06.12.2004	Mise en œuvre de l'action commune 2002/210/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne	art. 9 § 1, art. 23 § 2	2004/837/PESC L 360 (07.12.2004)
30.11.2004	Nomination du chef de la mission de police de l'UE dans l'ARYM, EUPOL PROXIMA	art. 25 § 3 action commune 2004/789/PESC art. 8 §1	2004/846/EC PROXIMA/2/2004 L 367 (14.12.2004)
25.11.2004	Lancement de l'opération militaire de l'UE en Bosnie-Herzégovine (opération ALTHEA)	art. 17	2004/803/PESC L 353 (27.11.2004)
22.11.2004	Prorogation Mission de Police de l'UE dans l'ARYM (EUPOL Proxima)	art. 14, art. 25 § 3 art. 26, art. 28 § 3	2004/789/PESC L 348 (24.11.2004)
22.11.2004	Prorogation mandat Mission de Surveillance de l'Union Européenne	art. 14	2004/794/PESC L 349 (25.11.2004)
22.11.2004	Prorogation mandat Chef de la Mission de Surveillance de l'Union Européenne	art. 23 § 2	2004/795/PESC L 349 (25.11.2004)
03.11.2004	Modification contributions d'Etats tiers à l'opération militaire de l'UE en Bosnie-Herzégovine	Décisions COPS: BiH/1/2004 et BiH/3/2004	2004/822/PESC BiH/5/2004 L 357 (02.12.2004)
19.10.2004	Nomination chef commandement de l'UE à Naples pour l'opération militaire de l'UE en BiH	art. 25 § 3; action commune 2004/570/PESC art. 6	2004/821/PESC BiH/4/2004 L 357 (02.12.2004)
29.09.2004	Etablissement du Comité des Contributeurs pour l'opération militaire de l'UE en BiH	art. 25 3ème alinéa; action commune 2004/570/PESC art. 11 §5	2004/739/PESC BiH/3/2004 L 325 (28.10.2004)
24.09.2004	Nomination du Commandant de l'opération militaire de l'UE en BiH	art. 25 § 3; action commune 2004/570/PESC art. 6	2004/733/PESC BiH/2/2004 L 324 (27.10.2004)
21.09.2004	Contributions d'Etats tiers à l'opération militaire de l'UE en Bosnie-Herzégovine	art. 25 3ème alinéa; action commune 2004/570/PESC art. 11 §2	2004/732/PESC BiH/1/2004 L 324 (27.10.2004)
19.07.2004	Participation de la Turquie à EUPOL Proxima	art. 24	2004/812/PESC L 354 (30.11.2004)
12.07.2004	Opération militaire de l'UE en Bosnie-Herzégovine	art. 14, art. 25 § 3, art. 26, art. 28 § 3	2004/570/PESC L 252 (28.07.2004)
05.07.2004	Participation du Royaume de Norvège à EUPOL Proxima	art. 24	2004/811/PESC L 354 (30.11.2004)
05.07.2004	Participation de l'Ukraine à EUPOL Proxima	art. 24	2004/810/PESC L 354 (30.11.2004)

05.07.2004	Participation de la Confédération Suisse à EUPOL Proxima	art. 24	2004/809/PESC L 354 (30.11.2004)
23.02.2004	Nomination du Chef de la Mission/commissaire de police de la MPUE, M. Bartholomew Kevin Carty	art. 23 § 2 action commune 2002/210/PESC	2004/188/PESC L 58 (26.02.2004)
10.02.2004	Acceptation de contributions d'Etats tiers autres que les Etats adhérents à la mission de police dans l'ARYM (EUPOL "Proxima")	art. 25, 3 <sup>ème</sup> alinéa; action commune 2003/681/PESC art. 9 § 3	2004/190/PESC PROXIMA/1/2004 L 60 (27.02.2004)
26.01.2004	Mission de police de l'UE dans l'ARYM (EUPOL "Proxima"): financement des indemnités journalières	art. 14	2004/087/PESC L 021 (28.01.2004)
11.12.2003	Mission de police de l'UE dans l'ARYM (EUPOL "Proxima"): Conclusion de l'accord relatif au statut et aux activités de la mission	art. 24	2004/075/PESC L 016 (23.01.2004)
08.12.2003	Mise en œuvre de l'action commune 2002/210/PESC relative à la Mission de police de l'Union européenne	art. 23 § 2; action commune 2002/210/PESC	2003/856/PESC L 323 (10.12.2003)
05.12.2003	Prorogation du mandat du chef de la Mission de surveillance de l'UE	art. 23 § 2	2003/853/PESC L 322 (09.12.2003)
05.12.2003	Prorogation du mandat de la Mission de surveillance de l'EU	art. 14	2003/852/PESC L 322 (09.12.2003) rectificatif: L 7 (13.01.2004)
29.09.2003	Conclusion des accords relatifs à la participation d'États tiers à l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM (Pologne)	art. 24	2003/781/PESC L 285 (01.11.2003)
29.09.2003	Nomination du chef de la mission/commissaire de police de la Mission de police de l'UE dans l'ARYM	art. 23 § 2; action commune 2003/681/PESC	2003/682/PESC L 249 (01.10.2003)
29.09.2003	Mission de police de l'UE dans l'ARYM (EUPOL "Proxima")	art. 14, 25 §3, 26, 28§3	2003/681/PESC L 249 (01.10.2003)
29.07.2003	Prolongation de l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM	art. 17§2, action commune 2003/092/PESC	2003/563/PESC L 190 (30.07.2003)
21.07.2003	Conclusion de l'accord entre l'UE et la Russie concernant la participation aux activités de la MPUE en Bosnie-Herzégovine	art. 24	2003/582/PESC L 197 (05.08.2003)
15.07.2003	Conclusion des accords relatifs à la participation d'États tiers à l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM (Estonie)	art. 24	2003/624/PESC L 216 (28.08.2003)
29.07.2003	Nomination du chef de la mission de l'EUMM; abrogation de la décision 2002/922/PESC	art. 23 § 2; action commune 2002/921/PESC	2003/562/PESC L 190 (30.07.2003)
17.06.2003	Acceptation des contributions des États tiers à l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM	action commune 2003/92/PESC art. 8 §2; Déc. ARYM/2/2003	2003/499/PESC ARYM/04/2003 L 170 (09.07.2003)
26.05.2003	Conclusion des accords relatifs à la participation d'États tiers à l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM (Turquie)	art. 24	2003/662/PESC L 234 (20.09.2003)
26.05.2003	Conclusion des accords relatifs à la participation d'États tiers à l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM (République tchèque)	art. 24	2003/650/PESC L 229 (13.09.2003)
26.05.2003	Conclusion des accords relatifs à la participation d'États tiers à l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM (République slovaque)	art. 24	2004/61/PESC L 12 (17.01.2004)
26.05.2003	Conclusion des accords relatifs à la participation d'États tiers à l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM (Lettonie)	art. 24	2003/832/PESC L 313 (28.11.2003)
19.05.2003	Conclusion des accords relatifs à la participation d'États tiers à l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM (Lituanie)	art. 24	2003/661/PESC L 234 (20.09.2003)
19.05.2003	Conclusion des accords relatifs à la participation d'États tiers à l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM (Roumanie)	art. 24	2004/392/PESC L 120 (24.04.2004)
19.05.2003	Conclusion des accords relatifs à la participation d'États tiers à l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM (Islande, Hongrie, Bulgarie, Norvège, Slovaquie)	art. 24	Doc. 7713/1/2003 REV 1
21.03.2003	Statut des forces placées sous la direction de l'UE (FUE) dans l'ARYM	art. 24	2003/222/PESC L 082 (29.03.2003)
18.03.2003	Lancement de l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM	art. 17 §2; art. 25	2003/202/PESC L 076 (22.03.2003)
17.03.2003	MPUE: modification de l'action commune 2002/210/PESC	art. 14	2003/188/PESC L 073 (19.03.2003)
11.03.2003	Acceptation des contributions des États tiers à l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM	déc. FYROM/2/03	2003/498/PESC ARYM/3/2003 L 170 (09.07.2003)



10.03.2003	Acceptation des contributions des États tiers à l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM	art. 25 dernier alinéa; action commune 2003/092/PESC art. 8 §2 et §3	2003/497/PESC ARYM/2/2003 L 170 (09.07.2003)
27.02.2003	MPUE: modification de l'action commune 2002/210/PESC	art. 14	2003/141/PESC L 053 (28.02.2003)
24.02.2003	Conclusion de l'accord relatif aux activités de la Mission de surveillance de l'UE (EUMM) en Albanie	art. 24	2003/252/PESC L 093 (10.04.2003)
18.02.2003	Établissement d'un comité des contributeurs pour l'opération militaire de l'UE dans l'ARYM	art. 25 dernier alinéa; action commune 2003/092/PESC art. 8	2003/C 62/01 ARYM/1/2003 C 062 (15.03.2003)
27.01.2003	Mécanisme de financement opérationnel d'une opération militaire de l'UE dans l'ARYM	action commune 2003/092/PESC, art. 23 §2	Doc. 5561/1/03 REV 1
27.01.2003	Opération militaire de l'UE dans l'ARYM	art. 14 § 25, art.26, art.28 § 3	2003/092/PESC L 034 (11.02.2003)
19.12.2002	Participation de la Pologne aux activités de la MPUE en Bosnie-Herzégovine	art. 24	Doc. 15635/02
10.12.2002	Participation de la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie, la Suisse, la Turquie et l'Ukraine aux activités de la MPUE en Bosnie-Herzégovine	art. 24	2003/663/PESC L 239 (25.09.2003)
10.12.2002	Mission de police de l'Union européenne	art. 23 § 2; action commune 2002/210/PESC	2002/968/PESC L 335 (12.12.2002)
26.11.2002	Prorogation du mandat du chef de la Mission de surveillance de l'UE	art. 23 § 2	2002/922/PESC L 321 (26.11.2002) + rectificatif L 324 (29.11.2002)
26.11.2002	Prorogation du mandat de la Mission de surveillance de l'UE	art. 14	2002/921/PESC L 321 (26.11.2002) + rectificatif L 324 (29.11.2002)
30.09.2002	Accord relatif aux activités de la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-Herzégovine	art. 24	2002/845/PESC L 293 (29.10.2002)
11.03.2002	Nomination du chef/commissaire de police de la MPUE	art. 23 § 2	2002/212/PESC L 070 (13.03.2002)
11.03.2002	Création d'une Mission de police de l'UE (MPUE)	art. 14	2002/210/PESC L 070 (13.03.2002)
29.11.2001	Prorogation du mandat du chef de la Mission de surveillance de l'UE	art. 23 § 2	2001/846/PESC L 315 (01.12.2001)
29.11.2001	Prorogation du mandat de la Mission de surveillance de l'UE	art. 14	2001/845/PESC L 315 (04.12.2001)
30.08.2001	Accord entre l'UE et l'ARYM relatif aux activités de la Mission de surveillance de l'UE dans l'ARYM	art. 24	2001/682/PESC L 241 (11.09.2001)
09.04.2001	Conclusion de l'accord relatif aux activités de la Mission de surveillance de l'UE en RFY	art. 24	2001/352/PESC L 125 (05.05.2001)
09.04.2001	Désignation du chef de mission de la Mission de surveillance de l'UE	art. 23 § 2; action commune 2000/811/PESC	2001/285/PESC L 99 (10.04.2001)
22.12.2000	Mission de surveillance de l'UE	art. 14	2000/811/PESC L 328 (23.12.2000)
14.12.2000	Rétablissement d'une force de police viable en Albanie	art. 14	2000/798/PESC L 324 (21.12.2000)
16.11.2000	Contribution à l'organisation du sommet de Zagreb	art. 14	2000/717/PESC L 290 (17.11.2000)
20.07.2000	Soutien aux forces démocratiques en RFY	art. 23 § 2; position commune 1999/691/PESC	2000/457/PESC L 183 (22.07.2000)
16.06.2000	Financement complémentaire pour le rétablissement d'une force de police viable en Albanie	art. 14	2000/388/PESC L 145 (20.06.2000)
28.02.2000	Installation des structures de la mission des Nations Unies au KOSOVO (MINUK)	art. 14	2000/175/PESC L 55 (29.02.2000)
01.02.2000	Soutien aux forces démocratiques en RFY	art. 23 § 2; position commune 1999/691/PESC	2000/82/PESC L 26 (02.02.2000)

21.12.1999	Installation des structures de la MINUK : Prorogation de l'action commune	art. 14	1999/864/PESC L 328 (22.12.1999)
17.12.1999	Participation de l'UE dans les structures de mise en œuvre de l'accord de paix pour la Bosnie-et-Herzégovine: prorogation de l'action commune	art. 14	1999/844/PESC L 326 (18.12.1999)
22.10.1999	Soutien aux forces démocratiques en RFY	art. 15	1999/691/PESC L 273 (23.10.1999)
29.07.1999	Envoyé spécial de l'UE pour le Kosovo	art. 14	1999/524/CFSP L 201 (31.07.1999)
29.07.1999	Installation des structures de la Mission des Nations unies au Kosovo (MINUK)	art. 14	1999/522/CFSP L 201 (31.07.1999)
30.03.1999	Désignation d'un envoyé spécial de l'UE pour le Kosovo	art. J.3 et J.11	1999/239/PESC L 89 (01.04.1999)
09.03.1999	Participation de l'UE dans les structures de mise en œuvre de l'accord de paix pour la Bosnie-et-Herzégovine	art. J.11	1999/191/PESC L 63 (12.03.1999)
09.03.1999	Contribution de l'UE au rétablissement d'une force de police viable en Albanie	art. J.4 § 2	1999/190/PESC L 63 (12.03.1999)
09.03.1999	Contribution de l'UE au rétablissement d'une force de police viable en Albanie	art. J.3 et art. J.11, § 2	1999/189/PESC L 63 (12.03.1999)
22.12.1998	Envoi d'une mission de médecins légistes en RFY	art. J.3 et art. 11, § 2	1998/736/PESC L 354 (30.12.1998)
22.12.1998	Participation de l'UE dans les structures de mise en œuvre de l'accord de paix pour la Bosnie-et-Herzégovine	art. J.3	1998/737/PESC L 354 (30.12.1998)
13.11.1998	Kosovo	art. J.4 § 2	1998/646/PESC L 308 (18.11.1998)
26.10.1998	Participation de l'UE dans les structures de mise en œuvre de l'accord de paix pour la Bosnie-Herzégovine	art. J.11	1998/607/PESC L 290 (29.10.1998)
22.09.1998	Étude de faisabilité d'opérations internationales de police afin de porter assistance aux autorités albanaise	art. J.4 § 2	1998/547/PESC L 263 (26.09.1998)
30.04.1998	Soutien au processus électoral en Bosnie-Herzégovine	art. J.3 et J.11	1998/302/PESC L 138 (09.05.1998)
30.04.1998	Soutien au gouvernement du Monténégro	art. J.3 et J.11	1998/301/PESC L 138 (09.05.1998)
02.02.1998	Soutien au processus de paix en Bosnie + Rectificatif	art. J.3 et J.11	1998/117/PESC L 35 (09.02.1998) L 92 (25.03.1998)
20.10.1997	Soutien au processus électoral en Bosnie-Herzégovine	art. J.3	1997/689/PESC L 293 (27.10.1997)
22.07.1997	Participation de l'Union dans les structures de mise en œuvre de l'accord de paix pour la Bosnie-Herzégovine	art. J.11	1997/476/PESC L 205 (31.07.1997)
02.06.1997	Albanie	art. J.2	1997/357/PESC L 153 (11.06.1997)
24.03.1997	Soutien au processus électoral en Bosnie-Herzégovine	art. J.3 et J.11	1997/224/PESC L 90 (04.04.1997)
24.02.1997	Soutien du processus électoral en Bosnie-Herzégovine	art. J.3	1997/153/PESC L 63 (04.03.1997)
20.12.1996	Structures de mise en œuvre de l'accord de paix pour la Bosnie-Herzégovine	art. J.3	1996/745/PESC L 340 (30.12.1996)
20.12.1996	Cessation progressive des opérations de l'UE à Mostar	art. J.3	1996/744/PESC L 340 (30.12.1996)
09.08.1996	Date à laquelle prend effet l'action commune 1996/442/PESC	art. J.3	1996/508/PESC L 212 (21.08.1996)
26.07.1996	Arrangements intérimaires conc. la cessation progressive de l'administration de Mostar par l'UE	art. J.3	1996/476/PESC L 195 (06.08.1996)
15.07.1996	Nomination d'un envoyé spécial de l'UE dans la ville de Mostar	art. J.3 et J.11	1996/442/PESC L 185 (24.07.1996)
10.06.1996	Soutien du processus électoral en Bosnie-Herzégovine	art. J.3 et J.11	1996/406/PESC L 168 (06.07.1996)
19.12.1995	Continuation du soutien à l'administration de la ville de Mostar par l'UE	art. J.3 et J.11	1995/552/PESC L 313 (27.12.1995)
11.12.1995	Structures de mise en œuvre de l'accord de paix pour la Bosnie-Herzégovine	art. J.3 et J.11	1995/545/PESC L 309 (21.12.1995)
04.12.1995	Continuation du soutien à l'administration de la ville de Mostar par l'UE	art. J.3 et J.11	1995/517/PESC L 298 (11.12.1995)
04.12.1995	Soutien à l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine.	art. J.3	1995/516/PESC L 298 (11.12.1995)

06.02.1995	Continuation du soutien à l'administration de la ville de Mostar par l'UE	art. J.3 et J.11	1995/23/PESC L 33 (13.02.1995)
12.12.1994	Continuation du soutien à l'administration de la ville de Mostar par l'UE	art. J.3 et J.11	1994/790/PESC L 326 (17.12.1994)
12.12.1994	Soutien à l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine	art. J.3	1994/789/PESC L 326 (17.12.1994)
27.07.1994	Soutien à l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine	art. J.3, J.5 et J.11	1994/510/PESC L 205 (08.08.1994)
16.05.1994	Soutien à l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine	art. J.3 point 3) et J.11	1994/308/PESC L 134 (30.05.1994)
07.03.1994	Soutien à l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine	art. J.3	1994/158/PESC L 70 (12.03.1994)
20.12.1993	Soutien à l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine	art. J.3 et J.11	1993/729/PESC L 339 (31.12.1993)
08.11.1993	Soutien à l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine	art. J.3	1993/603/PESC L 286 (20.11.1993)
<b>II.2 AFRIQUE</b>			
04.12.2009	Nomination du commandant de la force de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 38 action commune 2008/851/PESC art. 6	2009/946/PESC ATALANTA/8/2009 L 327 (12.12.2009)
08.12.2009	Modification de l'action commune 2008/851/PESC concernant l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie	art. 28, art. 43 §2	2009/907/PESC L 322 (09.12.2009)
17.11.2009	Modification et prolongation de l'action commune 2008/112/PESC relative à la mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée-Bissau (UE RSS GUINÉE-BISSAU)	art. 14	2009/841/PESC L 303 (18.11.2009)
23.10.2009	Signature et conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République des Seychelles relatif au statut des forces placées sous la direction de l'Union européenne dans la République des Seychelles, dans le cadre de l'opération militaire de l'Union européenne Atalanta	art. 24	2009/916/PESC L 323 (10.12.2009)
23.10.2009	Signature et application provisoire de l'échange de lettre entre l'Union européenne et la République des Seychelles sur les conditions et les modalités régissant le transfert, de l'EUNAVFOR à la République des Seychelles, des personnes suspectées d'actes de piraterie ou des vols à main armée, ainsi que leur traitement après un tel transfert	art. 24	2009/877/PESC L 315 (02.12.2009)
19.10.2009	Abrogation de l'action commune 2007/677/PESC relative à l'opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine	art. 14	2009/795/PESC L 283 (30.10.2009)
19.10.2009	Modification de l'action commune 2007/405/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne menée dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et son interface avec la justice en République démocratique du Congo (EUPOL RD Congo)	art. 14	2009/769/PESC L 274 (20.10.2009)
02.10.2009	Modification de la décision Atalanta/2/2009 du Comité politique et de sécurité relative à l'acceptation de contributions d'États tiers à l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta), ainsi que la décision Atalanta/3/2009 du Comité politique et de sécurité établissant le Comité des contributeurs pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 25 troisième alinéa action commune 2008/851/PESC art. 10 décision ATALANTA/2/2009 décision ATALANTA/3/2009 + addendum	2009/758/PESC ATALANTA/7/2009 L 270 (15.10.2009)
25.09.2009	Nomination du chef de la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)	art. 25 troisième alinéa action commune 2009/709/PESC art. 8	2009/723/PESC EUSEC/1/2009 L 257 (30.09.2009)
15.09.2009	Mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)	art. 14, art. 25 troisième alinéa, art. 28 §3 premier alinéa	2009/709/PESC L 246 (18.09.2009)
27.07.2009	Signature et application provisoire de l'accord entre l'Union européenne et la République de Croatie sur la participation de la République de Croatie à l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (opération Atalanta)	art. 24	2009/597/PESC L 202 (04.08.2009)
22.07.2009	Nomination du commandant de la force de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 25 troisième alinéa action commune 2008/851/PESC art. 6 §1	2009/559/PESC ATALANTA/6/2009 L 192 (24.07.2009)

25.06.2009	Modification et prorogation de l'action commune 2007/406/PESC relative à la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)	art. 14	2009/509/PESC L 172 (02.07.2009)
15.06.2009	Modification et prorogation de l'action commune 2007/405/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne menée dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et son interface avec la justice en République démocratique du Congo (EUPOL RD Congo)	art. 14	2009/466/PESC L 151 (16.06.2009)
10.06.2009	Modification de la décision Atalanta/2/2009 du Comité politique et de sécurité relative à l'acceptation de contributions d'États tiers à l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta), ainsi que la décision Atalanta/3/2009 du Comité politique et de sécurité établissant le Comité des contributeurs pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 25 troisième alinéa action commune 2008/851/PESC art. 10 §2 décision ATALANTA/2/2009 décision ATALANTA/3/2009 + addendum	2009/446/PESC ATALANTA/5/2009 L 148 (11.06.2009)
27.05.2009	Nomination d'un commandant de l'opération de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 25 troisième alinéa	2009/413/PESC ATALANTA/4/2009 L 132 (29.05.2009)
18.05.2009	Modification de l'action commune 2008/112/PESC relative à la mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée-Bissau (UE RSS GUINÉE-BISSAU)	art. 14	2009/405/PESC L 128 (27.05.2009)
21.04.2009	Établissement d'un Comité des contributeurs pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 25 troisième alinéa action commune 2008/851/PESC art. 10 §5	2009/369/PESC ATALANTA/3/2009 L 112 (06.05.2009) + addendum L 119 (14.05.2009)
21.04.2009	Acceptation de contributions d'États tiers à l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 25 troisième alinéa action commune 2008/851/PESC art. 10 §2	2009/356/PESC ATALANTA/2/2009 L 109 (30.04.2009)
26.02.2009	Échange de lettres entre l'Union européenne et le gouvernement du Kenya sur les conditions et les modalités régissant le transfert, de la force navale placée sous la direction de l'Union européenne (EUNAVFOR) au Kenya, des personnes soupçonnées d'avoir commis des actes de piraterie qui sont retenues par l'EUNAVFOR et de leurs biens saisis en possession de cette dernière, ainsi que leur traitement après un tel transfert	art. 24	2009/293/PESC L 79 (25.03.2009)
17.03.2009	Nomination du commandant de la force de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	action commune 2008/851/PESC art. 6 §1	2009/288/PESC ATALANTA/1/2009 L 76 (24.03.2009)
22.12.2008	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Djibouti relatif au statut des forces placées sous la direction de l'Union européenne dans la République de Djibouti, dans le cadre de l'opération militaire de l'Union européenne Atalanta	art. 24	2009/88/PESC L 33 (03.02.2009)
22.12.2008	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Somalie relatif au statut de la force navale placée sous la direction de l'Union européenne en République de Somalie, dans le cadre de l'opération militaire de l'Union européenne Atalanta	art. 24	2009/29/PESC L 10 (15.01.2009)
08.12.2008	Lancement de l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 17, §2; action commune 2008/851/PESC art. 5	2008/918/PESC L 330 (09.12.2008)
18.11.2008	Nomination du commandant de la force de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 25, troisième alinéa action commune 2008/851/PESC art. 6	2008/888/PESC ATALANTA/1/2008 L 317 (27.11.2008)
13.10.2008	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la Fédération de Russie sur la participation de la Fédération de Russie à l'opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine (opération EUFOR Tchad/RCA)	art. 24	2008/868/PESC L 307 (18.11.2008)
10.11.2008	Opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie	art. 14, art. 25 troisième alinéa, art. 28 §3	2008/851/PESC L 301 (12.11.2008)
15.09.2008	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Croatie sur la participation de la République de Croatie à l'opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine (opération EUFOR Tchad/RCA)	art. 24	2008/783/PESC L 268 (09.10.2008)

19.09.2008	Action de coordination militaire de l'Union européenne à l'appui de la résolution 1816(2008) du Conseil de sécurité des Nations unies (EU NAVCO)	art. 14, art. 25 troisième alinéa, art. 28 § 3	2008/749/PESC L 252 (20.09.2008)
02.09.2008	Modification de la décision CHAD/1/2008 du Comité politique et de sécurité relative à l'acceptation de contributions d'États tiers à l'opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine et la décision CHAD/2/2008 du Comité politique et de sécurité établissant le comité des contributeurs pour l'opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine	action commune 2007/677/PESC art. 10(2)	2008/731/PESC CHAD/4/2008 L 247 (16.09.2008)
26.06.2008	Modification et prorogation de l'action commune 2007/406/PESC relative à la mission de conseil et d'assistance de l'Union Européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)	art. 14	2008/491/PESC L 168 (28.06.2008)
24.06.2008	Nomination du chef de la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)		2008/490/PESC EUSEC/2/2008 L 168 (28.06.2008)
23.06.2008	Modification et prorogation de l'action commune 2007/405/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne menée dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et son interface avec la justice en République démocratique du Congo (EUPOL RD Congo)	art. 14	2008/485/PESC L 164 (25.06.2008)
16.06.2008	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Guinée-Bissau relatif au statut de la mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée-Bissau	art. 24	2008/669/PESC L 219 (14.08.2008)
09.06.2008	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République d'Albanie sur la participation de la République d'Albanie à l'opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine (opération EUFOR Tchad/RCA)	art. 24	2008/665/PESC L 217 (13.08.2008)
28.05.2008	Modification de la décision CHAD/1/2008 du Comité politique et de sécurité relative à l'acceptation de contributions d'États tiers à l'opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine et la décision CHAD/2/2008 du Comité politique et de sécurité établissant le comité des contributeurs pour l'opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine	art. 25 troisième alinéa	2008/412/PESC CHAD/3/2008 L 144 (04.06.2008) Rectificatif L 180 (09.07.2008)
07.04.2008	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République centrafricaine relatif au statut des forces placées sous la direction de l'Union européenne dans la République centrafricaine	art. 24	2008/389/PESC L 136 (24.05.2008)
05.03.2008	Nomination du chef de mission de la mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée-Bissau UE RSS GUINÉE-BISSAU	art. 25 troisième alinéa	2008/226/PESC EU SSR GUINÉE-BISSAU/1/2008 L 73 (15.03.2008)
28.01.2008	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République du Tchad relatif au statut des forces placées sous la direction de l'Union européenne dans la République du Tchad	art. 24	2008/266/PESC L 83 (26.03.2008)
28.01.2008	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République du Cameroun relatif au statut des forces placées sous la direction de l'Union européenne en transit sur le territoire de la République du Cameroun	art. 24	2008/178/PESC L 57 (01.03.2008)
13.02.2008	Acceptation de contributions d'États tiers à l'opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine	art. 25 troisième alinéa action commune 2007/677/PESC art. 10(2)	2008/172/PESC CHAD/1/2008 L 56 (29.02.2008)
12.02.2008	Nomination du chef de la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)	art. 25 troisième alinéa action commune 2007/406/PESC art. 8	2008/171/PESC EUSEC/1/2008 L 56 (29.02.2008)
12.02.2008	Mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée-Bissau (UE RSS GUINÉE-BISSAU)	art. 14	2008/112/PESC L 40 (14.02.2008)
20.12.2007	Modification de l'action commune 2007/405/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne menée dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et son interface avec la justice en République démocratique du Congo (EUPOL RD Congo)	art. 14	2008/38/PESC L 9 (12.01.2008)
20.12.2007	Abrogation de l'action commune 2005/557/PESC concernant l'action de soutien civilo-militaire de l'Union européenne aux missions de l'Union africaine dans la région soudanaise du Darfour et en Somalie	art. 14 action commune 2005/557/PESC art. 16(2)	2007/887/PESC L 346 (29.12.2007)
22.10.2007	Mise en œuvre de l'action commune 2005/557/PESC concernant l'action de soutien civilo-militaire de l'Union européenne aux missions de l'Union africaine dans la région soudanaise du Darfour et en Somalie	action commune 2005/557/PESC art. 8(1) deuxième alinéa; art. 23(2)	2007/690/PESC L 282 (26.10.2007)
15.10.2007	Opération militaire de l'Union européenne en République du Tchad et en République centrafricaine	art. 14, art. 25 troisième alinéa, art. 28 § 3	2007/677/PESC L 279 (23.10.2007)

18.07.2007	Nomination d'un conseiller militaire du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan	art. 25(3) action commune 2005/557/PESC art. 4	2007/537/PESC DARFUR/6/2007 L 196 (28.07.2007)
12.06.2007	Mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)	art. 14, art. 25 troisième alinéa, art. 28(3) premier alinéa	2007/406/PESC L 151 (13.06.2007)
12.06.2007	Mission de police de l'Union européenne menée dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et son interface avec la justice en République démocratique du Congo (EUPOL RD Congo)	art. 14, art. 25 troisième alinéa	2007/405/PESC L 151(13.06.2007)
23.04.2007	Modification de l'action commune 2005/557/PESC concernant l'action de soutien civilo-militaire de l'Union européenne à la mission de l'Union africaine dans la région soudanaise du Darfour pour ce qui est de l'inclusion d'un élément de soutien militaire destiné à contribuer à la mise en place de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM)	art. 14	2007/245/PESC L 106 (24.04.2007)
23.04.2007	Mise en œuvre de l'action commune 2005/557/PESC concernant l'action de soutien civilo-militaire de l'Union européenne à la mission de l'Union africaine dans la région soudanaise du Darfour	action commune 2005/557/PESC: art. 8(1); art. 23(2)	2007/244/PESC L 106 (24.04.2007)
27.03.2007	Modification de l'action commune 2005/355/PESC relative à la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (RDC)	art. 14	2007/192/PESC L 87 (28.03.2007)
27.02.2007	Abrogation de l'action commune 2006/319/PESC relative à l'opération militaire de l'Union européenne d'appui à la mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) pendant le processus électoral	art. 14	2007/147/PESC L 64 (02.03.2007)
16.01.2007	Nomination d'un conseiller militaire du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan	art. 25(3) action commune 2005/557/PESC art. 4	2007/34/PESC DARFUR/5/2007 L 13 (19.01.2007)
07.12.2006	Modification et prorogation de l'action commune 2004/847/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne à Kinshasa (RDC) en ce qui concerne l'unité de police intégrée (EUPOL "Kinshasa")	art. 14, art. 25	2006/913/PESC L 346 (09.12.2006)
30.11.2006	Modification de l'action commune 2004/847/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne à Kinshasa (RDC) en ce qui concerne l'unité de police intégrée (EUPOL "Kinshasa")	art. 14	2006/868/PESC L 335 (01.12.2006)
24.10.2006	Nomination d'un chef de l'équipe de police de l'Union européenne/conseiller du représentant spécial de l'Union européenne en matière de police pour le Soudan	art. 25; action commune 2005/557/PESC art. 4	2006/756/PESC L 309 (09.11.2006)
17.10.2006	Mise en œuvre de l'action commune 2005/557/PESC concernant l'action de soutien civilo-militaire de l'Union européenne à la mission de l'Union africaine dans la région soudanaise du Darfour	art. 8(1), art. 23(2)	2006/725/PESC L 296 (26.10.2006)
10.08.2006	Conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et le gouvernement de la Confédération suisse sur la participation de la Confédération suisse à l'opération militaire de l'Union européenne d'appui à la mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) pendant le processus électoral (opération EUFOR RD Congo)	art. 24	2006/676/PESC L 276 (07.10.2006)
10.08.2006	Contribution de la Confédération suisse à l'opération militaire de l'Union européenne d'appui à la mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) pendant le processus électoral (opération EUFOR RD Congo)	art. 13 § 3	2006/675/PESC L 276 (07.10.2006)
25.07.2006	Nomination d'un conseiller militaire du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan	art. 25; action commune 2005/557/PESC art. 4	2006/634/PESC L 258 (21.09.2006)
11.07.2006	Mise en œuvre de l'action commune 2005/557/PESC concernant l'action de soutien civilo-militaire de l'Union européenne à la mission de l'Union africaine dans la région soudanaise du Darfour	art. 23(2)	2006/486/PESC L 192 (13.07.2006)
12.06.2006	Accord entre l'Union européenne et la République gabonaise relatif au statut des forces placées sous la direction de l'Union européenne dans la République gabonaise (opération EUFOR RD Congo)	art. 24	2006/475/PESC L 187 (08.07.2006)
12.06.2006	Lancement de l'opération militaire de l'Union européenne d'appui à la mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) pendant le processus électoral (opération EUFOR RD Congo)	action commune 2006/319/PESC, art. 5	2006/412/PESC L 163 (15.06.2006)
30.05.2006	Acceptation de contributions d'États tiers à l'opération militaire de l'Union européenne d'appui à la mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) pendant le processus électoral	at. 25; action commune 2006/319/PESC, art. 10 § 2	2006/499/PESC MONUC SPT/1/2006 L 197 (19.07.2006)

30.05.2006	Etablissement du Comité des contributeurs pour l'opération militaire de l'Union européenne d'appui à la mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) pendant le processus électoral	art. 25; action commune 2006/319/PESC, art. 10 § 5	2006/492/PESC MONUC SPT/2/2006 L 194 (14.07.2006)
27.04.2006	Adoption de l'opération militaire de l'Union européenne d'appui à la mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) pendant le processus électoral (EUFOR RD Congo)	art. 14, art. 25 al. 3	2006/319/PESC L 116 (29.04.2006)
25.04.2006	Modification et prorogation de l'action commune 2005/355/PESC relative à la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (RDC)	art. 14	2006/303/PESC L 112 (26.04.2006)
21.04.2006	Modification et prorogation de l'action commune 2004/847/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne à Kinshasa (RDC) en ce qui concerne l'unité de police intégrée (EUPOL Kinshasa)	art. 14, art. 25 al. 3	2006/300/PESC L 111 (25.04.2006)
01.12.2005	Modification de l'action commune 2005/355/PESC relative à la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (RDC) en ce qui concerne la mise en place d'un projet d'assistance technique relatif à l'amélioration de la chaîne de paiement du ministère de la défense en RDC (mission EUSEC RD Congo)	art. 14, art. 25 § 3, art. 28 (3)	2005/868/PESC L 318 (06.12.2005)
22.11.2005	Prorogation du mandat du chef de la mission de police de l'UE à Kinshasa (RDC), EUPOL KINSHASA	art. 25 § 3; action commune 2004/847/PESC, art. 5 et art. 8	2005/921/PESC EUPOL KINSHASA/2/2005 L 335 (21.12.2005)
21.11.2005	Modification et prorogation de l'action commune 2004/847/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne à Kinshasa (RDC) en ce qui concerne l'unité de police intégrée (EUPOL Kinshasa)	art. 14, art. 25 al. 3	2005/822/PESC L 305 (24.11.2005)
21.11.2005	Mise en œuvre l'action commune 2005/557/PESC concernant l'action de soutien civilo-militaire de l'Union européenne à la mission de l'Union africaine dans la région soudanaise du Darfour	art. 23(2)	2005/806/PESC L 303 (22.11.2005)
12.08.2005	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo relatif au statut et aux activités de la mission de police de l'Union européenne en République démocratique du Congo (EUPOL Kinshasa)	art. 24	2005/680/PESC L 256 (01.10.2005)
29.07.2005	Décision du COPS relative à la nomination d'un chef de l'équipe de police de l'Union européenne/conseiller du représentant spécial de l'Union européenne en matière de police pour le Soudan	art. 25	2005/654/PESC DARFUR/2/2005 L 241 (17.09.2005)
29.07.2005	Décision du COPS relative à la nomination d'un conseiller militaire du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan	art. 25	2005/653/PESC DARFUR/1/2005 L 241 (17.09.2005)
18.07.2005	Action de soutien civilo-militaire de l'Union européenne à la mission de l'Union africaine dans la région soudanaise du Darfour	art. 14, art. 25 § 3, art. 26, art. 28(3)	2005/557/PESC L 188 (20.07.2005)
02.05.2005	Mission de conseil et d'assistance de l'UE en matière de réforme du secteur de la sécurité en RDC (mission EUSEC RD Congo)	art. 14, art. 25, art. 26, art. 28 § 3	2005/355/PESC L 112 (03.05.2005) RECTIFICATIF: L 169 (22.06.2006)
31.01.2005	Abrogation des positions communes 2002/401/PESC relative au Nigeria, 2002/495/PESC relative à l'Angola, 2002/830/PESC relative au Rwanda et 2003/319/PESC relative à l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et au processus de paix en République démocratique du Congo	art. 15	2005/82/PESC L 29 (02.02.2005)
09.12.2004	Nomination de M. Adílio CUSTÓDIO comme chef de la Mission de Police de l'UE à Kinshasa (RDC), EUPOL "Kinshasa"	art. 25 § 3; action commune 2004/847/PESC, art. 5 et art. 8	2004/931/PESC EUPOL KINSHASA/1/2004 L 396 (31.12.2004)
09.12.2004	Création Mission de Police de l'UE, EUPOL "Kinshasa"	art. 14, art. 25 § 3, art. 26, art. 28 § 3	2004/847/PESC L 367 (14.12.2004)
17.05.2004	Soutien par l'UE à la mise en place de l'unité de police intégrée en RDC	art. 14	2004/494/PESC L 182 (19.05.2004)
22.09.2003	Participation de Chypre à la FUE en République démocratique du Congo	art. 24	2003/693/PESC L 253 (07.10.2003)
31.07.2003	Acceptation de contributions des États tiers à l'opération menée par l'UE en République démocratique du Congo	art. 25, last §; action commune 2003/423/PESC art. 10 §2 et §3	2003/605/PESC RDC/3/2003 L 206 (15.08.2003)
11.07.2003	Établissement du comité des contributeurs pour l'opération militaire de l'UE en République démocratique du Congo	art. 25, last §; action commune 2003/423/PESC art. 10	2003/529/PESC RDC/2/2003 L 184 (23.07.2003)
01.07.2003	Acceptation des contributions des États tiers à l'opération menée par l'UE en République démocratique du Congo	art. 25, last §; action commune 2003/423/PESC art. 10 §2 et §3	2003/500/PESC RDC/01/2003 L 170 (09.07.2003)

12.06.2003	Lancement de l'opération militaire de l'UE en République démocratique du Congo	art. 17§2 et art. 25	2003/432/PESC L 147 (14.06.2003)
05.06.2003	Opération militaire de l'UE en République démocratique du Congo	art. 14, art. 18 § 5, art. 25 § 3, art. 26, art. 28 § 3	2003/423/PESC L 143 (11.06.2003)
08.05.2003	Soutien de l'UE à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et du processus de paix en RDC; abrogation de la position commune 2001/203/PESC	art. 15	2003/319/PESC L 115 (09.05.2003)
21.10.2002	Abrogation de la position commune 2001/799/PESC	art. 15	2002/830/PESC L 285 (23.10.2002)
11.03.2002	Soutien de l'UE à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et du processus de paix en RDC; abrogation de la position commune 2001/83/PESC	art. 15	2002/203/PESC L 68 (12.03.2002)
19.11.2001	Mise en place d'une présence multinationale intérimaire de sécurité au Burundi	art. 14	2001/801/PESC L 303 (20.11.2001)
19.11.2001	Politique de l'UE à l'égard du Rwanda	art. 15	2001/799/PESC L 303 (20.11.2001)
29.01.2001	Soutien de l'UE à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et du processus de paix en RDC; abrogation de la position commune 1999/728/PESC	art. 15	2001/83/PESC L 29 (31.01.2001)
18.09.2000	Politique de l'UE à l'égard du Rwanda	art. 15	2000/558/PESC L 236 (20.9.2000)
22.05.2000	Prorogation action commune 1996/250/PESC	art 14 et 18 § 5	2000/347/PESC L 122 (24.5.2000)
15.11.1999	Soutien de l'UE à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et du processus de paix en RDC	art. 23 §2; position commune 1999/728/PESC art. 3	1999/729/PESC L 294 (16.11.1999)
15.11.1999	Soutien de l'UE à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et du processus de paix en RDC	art. 15	1999/728/PESC L 294 (16.11.1999)
12.07.1999	Politique de l'UE à l'égard du Rwanda	art. 15	1999/452/PESC L 178 (14.07.1999)
28.06.1999	Prorogation action commune 1996/250/PESC	art. 14 et 28	1999/423/PESC L 163 (29.06.1999)
13.07.1998	Prorogation action commune 1996/250/PESC	art. J.3 et J.11	1998/452/PESC L 198 (15.07.1998)
29.06.1998	Prorogation action commune 1997/875/PESC	art. J.3	1998/410/PESC L 187 (01.07.1998)
30.03.1998	Politique de l'UE à l'égard du Rwanda	art. J.2	1998/252/PESC L 108 (07.04.1998)
19.12.1997	Soutien au processus de transition démocratique dans la République démocratique du Congo	art. J.3	1997/875/PESC L 357 (31.12.1997)
16.07.1997	Prorogation action commune 1996/250/PESC	art. J.3 et J.11	1997/448/PESC L 197 (24.07.1997)
22.11.1996	Mise en œuvre de l'action commune de l'UE dans la région des Grands Lacs	art. J.4 § 2	1996/670/PESC L 312 (02.12.1996)
22.11.1996	Acheminement de l'aide humanitaire et soutien au retour des réfugiés	art. J.3	1996/669/PESC L 312 (02.12.1996)
11.11.1996	Soutien au processus de transition démocratique au Zaïre	art: J.3 et J.11	1996/656/PESC L 300 (25.11.1996)
01.10.1996	Incidences financières de la prorogation du mandat de l'envoyé spécial de l'UE	art. J.11, § 2	1996/589/PESC L 260 (12.10.1996)
15.07.1996	Prorogation action commune 1996/250/PESC	art. J.3	1996/441/PESC L 185 (24.07.1996)
25.03.1996	Nomination d'un envoyé spécial de l'UE	art. J.3 et J.11	1996/250/PESC L 87 (04.04.1996)
06.06.1995	Mise en œuvre de la position commune 1995/91/PESC sur le Burundi	art. J.11, § 2	1995/206/PESC L 130 (14.06.1995)
24.03.1995	Politique de l'UE à l'égard du Burundi	art. J.2	1995/91/PESC L 72 (01.04.1995)
24.10.1994	Objectifs et priorités de l'UE à l'égard du Rwanda	art. J.2	1994/697/PESC L 283 (29.10.1994)



<b>II.3 ASIE / OCÉANIE</b>			
17.11.2009	Modification de l'action commune 2007/369/PESC relative à l'établissement de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL AFGHANISTAN)	art. 14	2009/842/PESC L 303 (18.11.2009)
21.11.2008	Mise en oeuvre de l'action commune 2007/369/PESC relative à l'établissement de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL AFGHANISTAN)	art. 23 § 2, premier alinéa, 2ième tiret action commune 2007/369/PESC art. 13 § 2	2008/884/PESC L 316 (26.11.2008)
03.10.2008	Nomination du chef de la mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL AFGHANISTAN)	art. 25 troisième alinéa; action commune 2007/369/PESC art. 10 § 1	2008/821/PESC EUPOL AFGHANISTAN/1/2008 L 285 (29.10.2008)
04.08.2008	Modification de l'action commune 2007/369/PESC relative à l'établissement de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL AFGHANISTAN)	art. 14	2008/643/PESC L 207 (05.08.2008)
17.03.2008	Modification de l'action commune 2007/369/PESC relative à l'établissement de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL AFGHANISTAN)	art. 14	2008/229/PESC L 75 (18.03.2008)
30.11.2007	Établissement du comité des contributeurs pour la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL AFGHANISTAN)	art. 25 troisième alinéa; action commune 2007/369/PESC art. 10 § 1	2007/886/PESC EUPOL AFGH/2/2007
13.11.2007	Modification de l'action commune 2007/369/PESC relative à l'établissement de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL AFGHANISTAN)	art. 14	2007/733/PESC L 295 (14.11.2007)
16.10.2007	Nomination du chef de la mission EUPOL AFGHANISTAN	art. 25 troisième alinéa; action commune 2007/369/PESC art. 10 § 1	2007/685/PESC EUPOL AFGH/1/2007 L 281 (25.10.2007)
01.10.2007	Conclusion d'un accord entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande relatif à la participation de la Nouvelle-Zélande à la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL AFGHANISTAN)	art. 24	2007/670/PESC L 274 (18.10.2007) + Corrigendum L 290 (08.11.2007)
28.09.2007	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Croatie relatif à la participation de la République de Croatie à la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL AFGHANISTAN)	art. 24	2007/665/PESC L 270 (13.10.2007)
30.05.2007	Établissement de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL AFGHANISTAN)	art. 14, art. 25 troisième alinéa	2007/369/PESC L 139 (31.05.2007)
15.09.2006	Projet de décision du Conseil concernant la prorogation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et le gouvernement indonésien relatif aux tâches, au statut et aux privilèges et immunités de la mission de surveillance de l'Union européenne à Aceh (Indonésie) (mission de surveillance à Aceh-MSA) et de son personnel	art. 24	2006/666/PESC L 273 (04.10.2006)
07.09.2006	Modification et prorogation de l'action commune 2005/643/PESC concernant la mission de surveillance de l'Union européenne à Aceh (Indonésie) (mission de surveillance à Aceh — MSA)	art. 14	2006/607/PESC L 246 (08.09.2006)
07.06.2006	Prorogation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et le gouvernement indonésien relatif aux tâches, au statut et aux privilèges et immunités de la Mission de surveillance de l'Union européenne à Aceh (Indonésie) (Mission de surveillance à Aceh-MSA) et de son personnel	art. 24	2006/448/PESC L 176 (30.06.2006)
07.06.2006	Modification et prorogation de l'action commune 2005/643/PESC concernant la mission de surveillance de l'Union européenne à Aceh (Indonésie) (mission de surveillance à Aceh — MSA)	art. 14	2006/407/PESC L 158 (10.06.2006)
27.02.2006	Modification et prorogation de l'action commune 2005/643/PESC concernant la mission de surveillance de l'Union européenne à Aceh (Indonésie) (mission de surveillance à Aceh — MSA)	art. 14	2006/202/PESC L 71 (10.03.2006)
27.02.2006	Prorogation d'accord d'Echange de lettres entre l'Union européenne et le gouvernement indonésien relatif aux tâches, au statut et aux privilèges et immunités de la mission de surveillance de l'Union européenne à Aceh (Indonésie) (mission de surveillance à Aceh-MSA) et de son personnel	art. 24	2006/201/PESC L 71 (10.03.2006)
15.11.2005	Etablissement du Comité des contributeurs pour la mission de surveillance de l'Union européenne à Aceh (Indonésie) (mission de surveillance à Aceh-MSA)	art. 25 3ème alinéa; action commune 2005/643/PESC, art. 10 § 3	2005/860/CE ACEH/1/2005 L 317 (03.12.2005)
14.11.2005	Conclusion d'un accord entre l'Union européenne et la Confédération suisse relatif à la participation de la Confédération suisse à la mission de surveillance de l'Union européenne à Aceh (Indonésie) (Mission de surveillance à Aceh — MSA)	art. 24,	2005/966/PESC L 349 (31.12.2005)

03.10.2005	Echange de lettres entre l'Union européenne et le gouvernement indonésien relatif aux tâches, au statut et aux privilèges et immunités de la mission de surveillance de l'Union européenne à Aceh (Indonésie) (mission de surveillance à Aceh-MSA) et de son personnel	art. 24	2005/765/PESC L 288 (29.10.2005)
09.09.2005	Mission de surveillance de l'Union européenne à Aceh (Indonésie) (mission de surveillance à Aceh - MSA)	art. 14, et art. 25 3ème alinéa	2005/643/PESC L 234 (10.9.2005)
<b>II.4 MOYEN-ORIENT / GOLFE</b>			
15.12.2009	Nomination du chef de la mission intégrée «État de droit» de l'Union européenne pour l'Iraq, EUJUST LEX	art. 38 action commune 2009/475/PESC art. 9 §2	2009/982/PESC EUJUST LEX/2/2009 L 338 (19.12.2009)
15.12.2009	Nomination du chef de la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens	art. 38, troisième alinéa  action commune 2005/797/PESC art. 11 §1	2009/957/PESC EUPOL COPPS/2/2009 L 330 (16.12.2009)
15.12.2009	Modification de l'action commune 2005/797/PESC concernant la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens	art. 28, art. 43 §2	2009/955/PESC L 330 (16.12.2009)
20.11.2009	Modification de l'action commune 2005/889/PESC établissant une mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EU BAM Rafah)	art. 14	2009/854/PESC L 312 (27.11.2009)
03.07.2009	Nomination du chef de la mission intégrée «État de droit» de l'Union européenne pour l'Iraq, EUJUST LEX	art. 25 troisième alinéa action commune 2009/475/PESC art. 9(2)	2009/596/PESC L 202 (04.08.2009)
11.06.2009	Mission intégrée «État de droit» de l'Union européenne pour l'Iraq, EUJUST LEX	art. 14	2009/475/PESC L 156 (19.06.2009)
27.05.2009	Établissement d'un Comité des contributeurs pour la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS)	art. 25 troisième alinéa action commune 2005/797/PESC art. 12(3);	2009/412/PESC EUPOL COPPS/1/2009 L 132 (29.05.2009)
16.12.2008	Nomination du chef de la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens	art. 25 troisième alinéa action commune 2005/797/PESC art. 11(2);	2008/970/PESC L 344 (20.12.2008)
16.12.2008	Modification de l'action commune 2005/797/PESC concernant la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens	art. 14	2008/958/PESC L 338 (17.12.2008)
11.11.2008	Nomination du chef de la mission d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EUBAM Rafah)	action commune 2005/889/PESC art. 10, paragraphe 2	2008/863/PESC L 306 (15.11.2008) EUBAM Rafah/1/2008
10.11.2008	Modification de l'action commune 2005/889/PESC établissant une mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EUBAM Rafah)	art. 14	2008/862/PESC L 306 (15.11.2008)
23.06.2008	Modification de la décision 2008/134/PESC concernant la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens	action commune 2005/797/PESC art. 14(2); art. 23(2) deuxième tiret	2008/482/PESC L 163 (24.06.2008)
23.06.2008	Modification et prorogation de l'action commune 2005/190/PESC relative à la mission intégrée «État de droit» de l'Union européenne pour l'Iraq, EUJUST LEX	art. 14	2008/480/PESC L 163 (24.06.2008)
19.05.2008	Modification de l'action commune 2005/889/PESC établissant une mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EU BAM Rafah)	art. 14	2008/379/PESC L 130 (20.05.2008)
14.04.2008	Modification et prorogation de l'action commune 2005/190/PESC relative à la mission intégrée «État de droit» de l'Union européenne pour l'Iraq, EUJUST LEX	art. 14	2008/304/PESC L 105 (15.04.2008)
18.02.2008	Mise en oeuvre de l'action commune 2005/797/PESC concernant la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens	action commune 2005/797/PESC art. 14(2); art. 23(2) premier alinéa, deuxième tiret	2008/134/PESC L 43 (19.02.2008)
06.12.2007	Modification de la décision 2006/807/PESC concernant la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens	action commune 2005/797/PESC art. 14(2); art. 23(2) premier alinéa, deuxième tiret	2007/808/PESC L 323 (08.12.2007)

06.12.2007	Modification de l'action commune 2005/889/PESC établissant une mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EU BAM Rafah)	art. 14	2007/807/PESC L 323 (08.12.2007)
06.12.2007	Modification de l'action commune 2005/797/PESC concernant la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens	art. 14	2007/806/PESC L 323 (08.12.2007)
22.11.2007	Modification et prorogation de l'action commune 2005/190/PESC relative à la mission intégrée «État de droit» de l'Union européenne pour l'Iraq, EUJUST LEX	art. 14	2007/760/PESC L 305 (23.11.2007)
23.05.2007	Modification et prorogation de l'action commune 2005/889/PESC établissant une mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EU BAM Rafah)	art. 14	2007/359/PESC L 133 (25.05.2007)
21.11.2006	Nomination du chef de mission/commissaire de police de la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS)	art. 25; action commune 2005/797/PESC art. 11(2)	2006/853/PESC L 331 (29.11.2006)
20.11.2006	Mise en œuvre de l'action commune 2005/797/PESC concernant la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens	action commune 2005/797/PESC art. 14(2); art. 23(2)	2006/807/PESC L 329 (25.11.2006)
13.11.2006	Modification et prorogation de l'action commune 2005/889/PESC établissant une mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EU BAM Rafah)	art. 14	2006/773/PESC L 313 (14.11.2006)
17.10.2006	Modification et prorogation de l'action commune 2005/190/PESC relative à la mission intégrée "État de droit" de l'Union européenne pour l'Iraq, EUJUST LEX	art. 14	2006/708/PESC L 291 (21.10.2006)
13.06.2006	Prorogation du mandat du chef de la mission intégrée "État de droit" de l'Union européenne pour l'Iraq, EUJUST LEX	art. 25 ; action commune 2005/190/PESC, art. 11 § 2	2006/449/PESC EUJUST LEX/1/2006 L 176 (30.06.2006)
12.06.2006	Mission intégrée État de droit de l'Union européenne pour l'Iraq, EUJUST LEX	art. 14, art. 25 § 3	2006/413/PESC L 163 (15.06.2006)
29.11.2005	Nomination du chef de mission/commissaire de police de la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS)	art. 25 al. 3	2005/836/PESC EUPOL COPPS/1/2005 L 312 (29.11.2005)
25.11.2005	Mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EU BAM Rafah)	art. 14, art. 25 al. 3	2005/889/PESC L 327 (14.12.2005) Corrigenda: OJ L 5 (10.01.2006)
16.11.2005	Nomination du chef de mission/commissaire de police de la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS)	art. 25 3ème alinéa; action commune 2005/797/PESC, art. 11 (2)	2005/836/PESC EUPOL COPPS/1/2005 L 312 (29.11.2005)
14.11.2005	Mission de police de l'UE pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS)	art. 14, art. 25 al. 3	2005/797/PESC L 300 (17.11.2005)
08.03.2005	Nomination chef de mission Etat de Droit pour l'Iraq, EUJUST LEX	art. 25 3ème alinéa; action commune 2005/190/PESC, art. 9 § 1	2005/232/PESC LEX/1/2005 L 72 (18.03.2005)
07.03.2005	Mission intégrée État de droit de l'Union européenne pour l'Iraq, EUJUST LEX	art. 14, art. 25 § 3, art. 25, 26 et 28 (3)	2005/190/PESC L 62 (09.03.2005)
26.11.2004	Constitution d'une équipe d'experts en vue de l'organisation éventuelle d'une mission intégrée de l'Union européenne agissant dans les domaines de la police, de l'État de droit et de l'administration civile en Iraq	art. 14, art. 26	2004/909/PESC L 381 (28.12.2004)
13.04.2000	Programme d'assistance de l'UE pour soutenir l'Autorité palestinienne dans ses efforts pour lutter contre les actions terroristes trouvant leur origine dans les territoires sous son contrôle	art. 14 et art. 18§2	2000/298/PESC L 97 (19.04.2000)
17.12.1999	Envoyé spécial de l'UE pour le processus de paix	art. 14 et art. 18 §5	1999/843/PESC L 326 (18.12.1999)
11.10.1999	Modification du mandat de l'envoyé spécial de l'UE + Rectificatif	art. 14	1999/664/PESC L 264 (12.10.1999) L 021 (26.01.2000)
06.07.1999	Prorogation action commune 1997/289/PESC	art. 14	1999/440/PESC L 171 (07.07.99)
26.10.1998	Prorogation action commune 1996/676/PESC	art. J.3 et J.11	1998/608/PESC L 290 (29.10.1998)
22.07.1997	Prorogation action commune 1996/676/PESC	art. J.3 et J.11	1997/475/PESC L 205 (31.07.1997)
29.04.1997	Mise en place d'un programme d'assistance de l'UE pour soutenir l'Autorité palestinienne dans ses efforts pour lutter contre les actions terroristes trouvant leur origine dans les territoires sous son contrôle	art. J.3 et J.11	1997/289/PESC L 120 (12.05.1997)
25.11.1996	Désignation d'un envoyé spécial de l'UE pour le processus de paix	art. J.3 et J.11	1996/676/PESC L 315 (04.12.1996)

25.09.1995	Observation des élections du Conseil palestinien	art. J.3 et art. J.11, § 2	1995/403/PESC L 238 (06.10.1995)
01.06.1995	Appui du processus de paix	art. J.11, § 2	1995/205/PESC L 130 (14.06.1995)
19.04.1994	Appui du processus de paix	art. J.3 et J.11	1994/276/PESC L 119 (07.05.1994)
<b>II.5 EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE</b>			
31.07.2009	Prorogation du mandat du chef de la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie, EUMM Georgia	art. 25 troisième alinéa; action commune 2008/736/PESC art. 10 §1	2009/619/PESC EUMM GEORGIA/1/2009 L 214 (19.08.2009)
27.07.2009	Modification et prorogation de l'action commune 2008/736/PESC concernant la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie, EUMM Georgia	art. 14	2009/572/PESC L 197 (29.07.2009)
27.07.2009	Modification et prorogation de la décision 2008/901/PESC relative à une mission d'enquête internationale indépendante sur le conflit en Géorgie	art. 13 §3, art. 23 §1	2009/570/PESC L 197 (29.07.2009)
23.03.2009	Modification de l'action commune 2008/736/PESC concernant la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie, EUMM Georgia	art. 14	2009/294/PESC L 79 (25.03.2009)
02.12.2008	Mission d'enquête internationale indépendante sur le conflit en Géorgie	art. 13 §3, art. 23 §1	2008/901/PESC L 323 (03.12.2008)
24.10.2008	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la Géorgie relatif au statut de la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie	art. 24	2008/877/PESC L 310 (21.11.2008)
25.09.2008	Modification de l'action commune 2008/736/PESC concernant la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie, EUMM Georgia	art. 14	2008/759/PESC L 259 (27.09.2008)
16.09.2008	Nomination du chef de la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie, EUMM Georgia	art. 25 troisième alinéa; action commune 2008/736/PESC art. 10 §1	2008/894/PESC EUMM/1/2008 L 319 (29.11.2008)
15.09.2008	Mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie, EUMM Georgia	art. 14, art. 25 troisième alinéa	2008/736/PESC L 248 (17.09.2008)
16.06.2008	Nouvelle contribution de l'Union européenne au processus de règlement du conflit en Géorgie/Ossétie du Sud	art. 14	2008/450/PESC L 157 (17.06.2008)
10.07.2007	Prorogation de l'action commune 2006/439/PESC concernant une nouvelle contribution de l'Union européenne au processus de règlement du conflit en Géorgie/Ossétie du Sud	art. 14	2007/484/PESC L 181 (11.07.2007)
27.06.2006	Nouvelle contribution de l'Union européenne au processus de règlement du conflit en Géorgie/Ossétie du Sud	art. 14	2006/439/PESC L 174 (28.06.2006)
20.03.2006	Accord entre l'Union européenne et le gouvernement de Géorgie relatif au statut en Géorgie du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud et de son équipe de soutien	art. 24	2006/366/PESC L 135 (23.05.2006)
18.07.2005	Nouvelle contribution de l'Union européenne au processus de règlement du conflit en Géorgie/Ossétie du Sud	art. 14	2005/561/PESC L 189 (21.07.2005)
30.12.2004	Conclusion accord entre l'UE et la Géorgie sur le statut et les activités de la mission "Etat de droit" EUJUST THEMIS	art. 24	2004/924/PESC L 389 (30.12.2004)
22.11.2004	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la Géorgie relatif au statut et aux activités de la mission «Etat de droit» de l'Union européenne en Géorgie, EUJUST THEMIS	art. 24	2004/924/PESC L 389 (30.12.2004)
13.09.2004	Modification de l'Action commune 2004/523/ PESC, EUJUST THEMIS	art. 14, art.25 al. 3, art. 26	2004/638/PESC L 291 (14.09.2004)
30.06.2004	Nomination du chef de la mission Etat de droit de l'UE en Géorgie, dans le cadre de la PESD, EUJUST THEMIS	art. 25 § 3; action commune 2004/523/PESC art. 9 §1	2004/540/PESC THEMIS/1/2004 L 239 (09.07.2004)
28.06.2004	Mission Etat de droit menée par l'Union européenne en Géorgie, EUJUST THEMIS	art. 14, art.25 al. 3, art. 26	2004/523/PESC L 228 (29.06.2004)
25.06.2003	Contribution de l'UE au processus de règlement du conflit en Géorgie/Ossétie du Sud	art. 14	2003/473/PESC L 157 (26.06.2003)
21.05.2002	Renforcement de la capacité des autorités géorgiennes à appuyer et protéger la mission d'observation de l'OSCE	art. 14	2002/373/PESC L 134 (22.05.2002)
29.10.2001	Processus de règlement du conflit en Ossétie du Sud	art 14	2001/759/PESC L 286 (30.10.2001)
26.07.2001	Renforcement de la capacité des autorités géorgiennes à appuyer et protéger la mission d'observation de l'OSCE	art. 14	2001/568/PESC L 202 (27.7.2001)
20.07.2000	Renforcement de la capacité des autorités géorgiennes à appuyer et protéger la mission d'observation de l'OSCE	art. 14	2000/456/PESC L 183 (22.07.2000)

<b>II.6 ATHENA</b>			
18.12.2008	Création d'un mécanisme de gestion du financement des coûts communs des opérations de l'Union européenne ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (Athena)	art. 13(3), art. 28(3)	2008/975/PSC L 345 (23.12.2008)
12.02.2007	Modification de la décision 2004/197/PESC créant un mécanisme de gestion du financement des coûts communs des opérations de l'Union européenne ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (ATHENA)	art. 13(3), art. 28(3)	2007/91/PESC L 41 (13.02.2007)
24.01.2005	Modification décision 2004/197/PESC créant un mécanisme de gestion du financement des coûts communs des opérations de l'UE ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (ATHENA)	art. 13 § 3, art. 28 § 3	2005/68/CE L 27 (29.01.2005)
22.12.2004	Modifiant décision 2004/197/PESC créant un mécanisme de gestion du financement des coûts communs des opérations de l'UE ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (ATHENA)	art. 13 § 3, art. 28 § 3	2004/923/EC L 395 (31.12.2004)
28.04.2004	Décision des Représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA	Titre V	2004/582/CE L 261 (06.08.2004)
23.02.2004	Mécanisme de gestion du financement des coûts communs des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (ATHENA)	art. 13 § 3, 28 § 3	2004/197/PESC L 63 (28.02.2004)
<b>II.7 QUESTIONS INSTITUTIONNELLES</b>			
07.04.2008	Modification de la décision 2001/80/PESC instituant l'état-major de l'Union européenne	art. 28 §1 UE + art. 207 §2 CE	2008/298/PESC L 102 (12.04.2008)
10.05.2005	Modification décision 2001/80/PESC instituant l'Etat-major de l'UE	art. 28 § 1	2005/395/PESC L 132 (26.05.2005)
08.03.2004	Régime applicable aux experts et militaires nationaux détachés auprès du secrétariat général du Conseil	art. 28 § 1	2004/240/CE L 074 (12.03.2004)
16.06.2003	Régime applicable aux experts et militaires nationaux détachés auprès du Secrétariat général du Conseil	art. 28§1 UE + art. 207§2 CE	03/479/CE L 160 (28.06.2003)
19.05.2003	Indemnité de séjour des militaires et experts nationaux détachés auprès du Secrétariat général du Conseil	art. 28 § 1 UE + art. 207§2 CE	2003/400/CE L 139 (06.06.2003)
19.05.2003	Désignation du président du Comité militaire de l'Union européenne	art. 28§1 UE + art. 207 CE	2003/401/CE L 139 (06.06.2003)
07.02.2003	Nomination du commandant de l'opération de l'UE et du commandant de la force de l'UE et désignation de l'état -major d'opération de l'UE	art. 14	Non publié au JO Doc. 6187/03
25.06.2001	Régime applicable aux militaires nationaux détachés	art. 28§1	2001/496/PESC L 181 (04.07.2001)
08.06.2001	État-major	déc. 2001/80/PESC art. 5 2ème alinéa	2001/442/PESC L 155 (12.06.2001)
09.04.2001	Président du comité militaire	art. 28§1	2001/309/PESC L 109 (19.04.2001)
22.01.2001	État-major	art. 28§1	2001/80/PESC L 27 (30.01.2001)
22.01.2001	Comité militaire	art. 28§1	2001/79/PESC L 27 (30.01.2001)
22.01.2001	Comité politique et de sécurité	art. 28§1	2001/78/PESC L 27 (30.01.2001)
22.05.2000	Comité chargé des aspects civils de la gestion des crises	art. 28§1	2000/354/PESC L 127 (27.05.2000)
28.02.2000	Régime applicable aux experts nationaux dans le domaine militaire détachés auprès du SGC	art. 28§1	2000/178/PESC L 57 (2.03.2000)
14.02.2000	Comité politique et de sécurité intérimaire	art. 28§1	2000/143/PESC L 049 (22.02.2000)
14.02.2000	Organe militaire intérimaire	art. 28§1	2000/144/PESC L 049 (22.02.2000)
14.02.2000	Détachement d'experts nationaux dans le domaine militaire auprès du SGC	art. 28§1	2000/145/PESC L 049 (22.02.2000)

<b>II.8 ACCORDS AVEC PAYS TIERS</b>			
10.04.2006	Accord entre l'Union européenne et la République de Turquie établissant un cadre pour la participation de la République de Turquie aux opérations de gestion de crises menées par l'Union européenne	art. 24	2006/482/PESC L 189 (12.07.2006)
21.11.2005	Accord entre l'UE et le Canada établissant un cadre pour la participation du Canada aux opérations de gestion de crises menées par l'UE	art. 24	2005/851/PESC L 315 (01.12.2005)
13.06.2005	Accord entre l'UE et l'Ukraine établissant un cadre pour la participation de l'Ukraine aux opérations de gestion de crises menées par l'UE	art. 24	2005/495/PESC L 182 (13.07.2005)
20.12.2004	Accord entre l'UE et la Bulgarie établissant un cadre pour la participation de la Bulgarie aux opérations de gestion de crises menées par l'UE	art. 24	2005/134/PESC L 46 (17.02.2005)
18.10.2004	Accords entre l'UE et l'Islande, la Norvège et la Roumanie établissant un cadre pour la participation de l'Islande, la Norvège et la Roumanie aux opérations de gestion de crises menées par l'UE	art. 24	2005/191/PESC L 37 (14.03.2005)

<b>III. INSTITUTIONNALISATION DE LA PESD: AGENCE EUROPEENNE DE DEFENSE, INSTITUT D'ETUDES DE SECURITE, CENTRE SATELLITAIRE ET COLLEGE EUROPEEN DE SECURITE ET DE DEFENSE</b>			
10.11.2009	Modification de l'action commune 2001/555/PESC relative à la création d'un centre satellitaire de l'Union européenne	art. 14	2009/834/PESC L 297 (13.11.2009)
14.09.2009	Règlement du personnel du Centre satellitaire de l'Union européenne	action commune 2001/555/PESC action commune 2006/998/PESC art. 9, paragraphe 3	2009/747/PESC L 276 (21.10.2009)
23.06.2008	Institution d'un Collège européen de sécurité et de défense (CESD) et abrogeant l'action commune 2005/575/PESC	art. 14	2008/550/PESC L 176 (04.07.2008)
07.04.2008	Modification de l'action commune 2004/551/PESC concernant la création de l'Agence européenne de défense	art. 14	2008/299/PESC L 102 (12.04.2008)
18.09.2007	Décision du Conseil concernant le règlement financier de l'Agence européenne de défense, les règles de passation de marchés et les règles relatives aux contributions financières provenant du budget opérationnel de l'Agence européenne de défense	art. 18 § 1 action commune 2004/551/PESC	2007/643/PESC L 269 (12.10.2007)
21.12.2006	Modification de l'action commune 2001/554/PESC relative à la création d'un institut d'études de sécurité de l'Union européenne	art. 14	2006/1002/PESC L 409 (30.12.2006) RECTIFICATIF L 36 (08.02.2007)
21.12.2006	Modification de l'action commune 2001/555/PESC relative à la création d'un centre satellitaire de l'Union européenne	art. 14	2006/998/PESC L 405 (30.12.2006) RECTIFICATIF L 29 (03.02.2007)
21.11.2005	Modification de la décision 2004/658/PESC portant dispositions financières applicables au budget général de l'Agence européenne de défense (AED)	art. 18 § 1	2005/821/PESC L 305 (24.11.2005)
18.07.2005	Etablissement du Collège européen de sécurité et de défense (CESD)	art. 14	2005/575/PESC L 194 (26.07.2005)
24.09.2004	Statut des agents de l'Agence européenne de défense	art. 3 § 3 pt 3.1. action commune 2004/551/PESC	2004/676/CE L 310 (07.10.2004)
24.09.2004	Régime applicable aux experts et militaires nationaux détachés auprès de l'Agence européenne de défense	art. 11 § 3 pt 3.2. action commune 2004/551/PESC	2004/677/CE L 310 (07.10.2004)
13.09.2004	Décision du Conseil portant dispositions financières applicables au budget de l'Agence européenne de défense	art. 14	2004/658/PESC L 300 (25.09.2004)
12.07.2004	Création de l'Agence européenne de défense	art. 14	2004/551/PESC L 245 (17.07.2004)
17.11.2003	Agence dans le domaine du développement des capacités de défense, de la recherche, des acquisitions et de l'armement	art. 28 §1 TUE art. 207 §2 CE	2003/834/CE L 318 (03.12.2003)
20.07.2001	Création d'un centre satellitaire	art. 14	2001/555/PESC L 200 (25.07.2001)
20.07.2001	Création d'un institut d'études de sécurité	art. 14	2001/554/PESC L 200 (25.07.2001)



<b>IV. REPRÉSENTANTS SPÉCIAUX DE L'UNION EUROPÉENNE</b>			
<b>IV.1 AFGHANISTAN</b>			
15.06.2009	Nomination du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan et le Pakistan et abrogeant l'action commune 2009/135/PESC	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/467/PESC L 151 (16.06.2009)
16.02.2009	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne en Afghanistan	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/135/PESC L 46 (17.02.2009)
24.07.2008	Nomination du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/612/PESC L 197 (25.07.2008)
23.06.2008	Modification de l'action commune 2008/131/PESC prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/481/PESC L 163 (24.06.2008)
26.05.2008	Modification de l'action commune 2008/131/PESC prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/391/PESC L 137 (27.05.2008)
18.02.2008	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/131/PESC L 43 (19.02.2008)
13.11.2007	Modification de l'action commune 2007/106/PESC prorogeant le mandat du Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/732/PESC L 295 (14.11.2007)
15.02.2007	Prorogation du mandat de M. Francesco VENDRELL comme Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/106/PESC L 46 (16.02.2007)
20.02.2006	Prorogation du mandat de M. Francesco VENDRELL comme Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2006/124/PESC L 49 (21.02.2006)
28.07.2005	Prorogation du mandat de M. Francesco VENDRELL com2005/889/me Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/585/PESC L 199 (29.07.2005)
02.02.2005	Prorogation du mandat de M. Francesco VENDRELL comme Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/95/PESC L 31 (04.02.2005)
28.06.2004	Prorogation du mandat de M. Francesco VENDRELL comme Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2004/533/PESC L 234 (03.07.2004)
08.12.2003	Modification et prorogation du mandat du Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2003/871/PESC L 326 (13.12.2003)
16.06.2003	Prorogation du mandat du Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2003/448/PESC L 150 (18.06.2003)
10.12.2002	Prorogation du mandat du Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14 et 18 § 5	2002/961/PESC L 334 (11.12.2002)
27.05.2002	Prorogation du mandat du Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14 et 18 § 5	2002/403/PESC L 139 (29.05.2002)
10.12.2001	Nomination du Représentant spécial de l'Union européenne	art.14 et 18 § 5	2001/875/PESC L 326 (11.12.2001)
<b>IV.2 ANCIENNE RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE (ARYM)</b>			
15.09.2009	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM)	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/706/PESC L 244 (16.09.2009)
16.02.2009	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM)	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/129/PESC L 46 (17.02.2009)
18.02.2008	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM)	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/129/PESC L 43 (19.02.2008)
15.02.2007	Modification et prorogation du mandat de M. Erwan FOUÉRÉ comme Représentant spécial de l'Union européenne dans l'ARYM	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/109/PESC L 46 (16.02.2007)
20.02.2006	Prorogation et modification du mandat de M. Erwan FOUÉRÉ comme Représentant spécial dans l'ARYM	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2006/123/PESC L 49 (21.02.2006)
17.10.2005	Nomination M. Erwan Fouéré comme Représentant spécial dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et abrogeant l'action commune 2005/589/PESC	art. 14, art. 18 § 5, art.23 § 2	2005/724/PESC L 272 (18.10.2005)
28.07.2005	Prorogation du mandat de M. Michael SAHLIN comme Représentant spécial dans l'ARYM	art. 14, art. 18 § 5, art.23 § 2	2005/589/PESC L 199 (29.07.2005)
02.02.2005	Prorogation du mandat de M. Michael SAHLIN comme Représentant spécial dans l'ARYM	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/98/PESC L 31 (04.02.2005)
26.07.2004	Nomination M. SAHLIN comme Représentant spécial dans l'ARYM	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2004/565/PESC L 251 (27.07.2004)
28.06.2004	Prorogation M. Søren JESSEN-PETERSEN comme représentant spécial ARYM	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2004/531/PESC L 234 (03.07.2004)
26.01.2004	Nomination de M. JESSEN-PETERSEN comme représentant spécial dans l'ARYM	art. 14, art. 8 § 5, art. 23 § 2	2004/086/PESC L 021 (28.01.2004)
08.12.2003	Mise en œuvre et prorogation du mandat du représentant spécial de l'UE dans l'ARYM	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2003/870/PESC L 326 (13.12.2003)
16.06.2003	Mise en œuvre et prorogation du mandat du représentant spécial dans l'ARYM	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2003/446/PESC L 150 (18.06.2003)



10.12.2002	Prorogation du mandat du représentant spécial dans l'ARYM	art. 14 et 18 § 5	2002/963/PESC L 334 (11.12.2002)
21.10.2002	Nomination du représentant spécial dans l'ARYM	art. 14 et 18 § 5	2002/832/PESC L 285 (23.10.2002)
25.06.2002	Prorogation du mandat du représentant spécial dans l'ARYM	art. 14 et 18 § 5	2002/497/PESC L 167 (26.06.2002)
18.02.2002	Prorogation du mandat du représentant spécial dans l'ARYM	art. 14 et 18 § 5	2002/129/PESC L 047 (19.02.2002)
29.10.2001	Nomination du représentant spécial dans l'ARYM	art. 14 et 18 § 5	2001/760/PESC L 287 (31.10.2001)
29.06.2001	Nomination du représentant spécial dans l'ARYM	art. 14 et 18 § 5	2001/492/PESC L 180 (03.07.2001)
<b>IV.3 ASIE CENTRALE</b>			
16.02.2009	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/130/PESC L 46 (17.02.2009)
02.12.2008	Modification de l'action commune 2008/107/PESC prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/900/PESC L 323 (03.12.2008)
12.02.2008	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/107/PESC L 38 (13.02.2008)
01.10.2007	Modification de l'action commune 2007/113/PESC modifiant et prorogeant le mandat de M. Pierre MOREL comme Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/634/PESC L 256 (02.10.2007)
15.02.2007	Modification et prorogation du mandat de M. Pierre MOREL comme Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/113/PESC L 46 (16.02.2007)
05.10.2006	Nomination de M. Pierre MOREL comme Représentant spécial de l'Union européenne	art. 18(5), art. 23(2)	2006/670/PESC L 275 (06.10.2006)
20.02.2006	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2006/118/PESC L 49 (21.02.2006)
28.07.2005	Nomination de M. Ján KUBIŠ comme représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2005/588/PESC L 199 (29.07.2005)
<b>IV.4 BOSNIE-HERZÉGOVINE</b>			
11.03.2009	Nomination du représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/181/PESC L 67 (12.03.2009)
18.02.2008	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/130/PESC L 43 (19.02.2008)
19.11.2007	Modification de l'action commune 2007/87/PESC modifiant et prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/748/PESC L 303 (21.11.2007)
18.06.2007	Nomination de M. Miroslav Lajčák comme représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 18(5), art. 23(2)	2007/427/PESC L 159 (20.06.2007)
07.02.2007	Modification et prorogation du mandat de M. Christian SCHWARZ-SCHILLING comme Représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/87/CFSP L 35 (08.02.2007)
27.07.2006	Modification du mandat de M. Christian SCHWARZ-SCHILLING comme Représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine	art. 14, art. 18 (5), art.23 (2)	2006/523/PESC L 205 (27.07.2006)
30.01.2006	Nomination du représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 14, art. 18 (5), art.23 (2)	2006/49/PESC L 26 (31.01.2006)
31.12.2005	Modification du mandat de Lord ASHDOWN comme Représentant spécial en Bosnie-Herzégovine	RECTIFICATIF action commune 2005/825/PESC	RECTIFICATIF L 349 (31.12.2005)
24.11.2005	Modification du mandat de Lord ASHDOWN comme Représentant spécial en Bosnie-Herzégovine	art. 14, art. 18 § 5, art.23 § 2	2005/825/PESC L 307 (25.11.2005)
28.07.2005	Prorogation du mandat de Lord ASHDOWN comme Représentant spécial en Bosnie-Herzégovine	art. 14, art. 18 § 5, art.23 § 2	2005/583/PESC L 199 (29.07.2005)
02.02.2005	Prorogation du mandat de Lord ASHDOWN comme Représentant spécial en Bosnie-Herzégovine	art. 14, art. 18 § 5, art.23 § 2	2005/97/PESC L 31 (04.02.2005)
12.07.2004	Prorogation Lord Ashdown comme Représentant spécial en Bosnie-Herzégovine	art. 14, art. 18 § 5, art.23 § 2	2004/569/PESC L 252 (28.07.2004)
11.03.2002	Nomination du Représentant spécial en Bosnie-et-Herzégovine	art. 14 et 18 § 5	2002/211/PESC L 070 (13.03.2002)
<b>IV.5 CAUCASE DU SUD</b>			
16.02.2009	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/133/PESC L 46 (17.02.2009)
13.10.2008	Modification du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/796/PESC L 272 (14.10.2008)
18.02.2008	Modification et prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/132/PESC L 43 (19.02.2008)

15.02.2007	Modification et prorogation du mandat de M. Peter SEMNEBY comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/111/PESC L 46 (16.02.2007)
20.02.2006	Nomination de M. Peter SEMNEBY comme représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2006/121/PESC L 49 (21.02.2006)
28.07.2005	Modification et prorogation du mandat de M. Heikki TALVITIE comme Représentant spécial	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/582/PESC L 199 (29.07.2005)
26.04.2005	Mise en œuvre du mandat du représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/330/PESC L 106 (27.04.2005)
02.02.2005	Prorogation M. Heikki TALVITIE comme représentant spécial	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/100/PESC L 31 (04.02.2005)
28.06.2004	Prorogation M. Heikki TALVITIE comme représentant spécial	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2004/532/PESC L 234 (03.07.2004)
08.12.2003	Mise en œuvre et prorogation du mandat du représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2003/872/PESC L 326 (13.12.2003)
07.07.2003	Nomination d'un représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2003/496/PESC L 169 (08.07.2003)
<b>IV.6 GÉORGIE</b>			
15.12.2009	Modification de l'action commune 2009/131/PESC prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la crise en Géorgie	art. 28, art. 31(2), art. 33	2009/956/PESC L 330 (16.12.2009)
27.07.2009	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la crise en Géorgie	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/571/PESC L 197 (29.07.2009)
16.02.2009	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la crise en Géorgie	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/131/PESC L 46 (17.02.2009)
25.09.2008	Nomination du représentant spécial de l'Union européenne pour la crise en Géorgie	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/760/PESC L 259 (27.09.2008)
<b>IV.7 KOSOVO</b>			
07.08.2009	Modification de l'action commune 2009/137/PESC prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne au Kosovo	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/605/PESC L 206 (08.08.2009)
16.02.2009	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne au Kosovo	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/137/PESC L 46 (17.02.2009) + Rectificatif L 91 (03.04.2009)
04.02.2008	Nomination du représentant spécial de l'Union européenne au Kosovo	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/123/PESC L 42 (16.02.2008)
<b>IV.8 PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT</b>			
16.02.2009	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/136/PESC L 46 (17.02.2009)
18.02.2008	Modification et prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/133/PESC L 43 (19.02.2008)
15.02.2007	Prorogation et modification du mandat de M. Marc OTTE comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/110/PESC L 46 (16.02.2007)
20.02.2006	Prorogation du mandat de M. Marc OTTE comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2006/119/PESC L 49 (21.02.2006)
14.11.2005	Modification du mandat de M. Marc OTTE comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/796/PESC L 300 (17.11.2005)
28.07.2005	Prorogation du mandat de M. Marc OTTE comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/587/PESC L 199 (29.07.2005)
02.02.2005	Prorogation du mandat de M. Marc OTTE comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/99/PESC L 31 (04.02.2005)
28.06.2004	Prorogation du mandat de M. Marc OTTE comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2004/534/PESC L 234 (03.07.2004)
08.12.2003	Modification et prorogation du mandat du représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2003/873/PESC L 326 (13.12.2003)
21.07.2003	Nomination du représentant spécial de l'UE pour le Processus de paix au Moyen-Orient; modification de l'action commune 2002/965/PESC	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2003/537/PESC L 184 (23.07.2003)
16.06.2003	Modification et prorogation du mandat du Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5 art. 23 § 2	2003/445/PESC L 150 (18.06.2003)
10.12.2002	Prorogation du mandat du Représentant spécial de l'UE	art. 14 et 18 § 5	2002/965/PESC L 334 (11.12.2002)
19.11.2001	Prorogation du mandat du Représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient	art. 14 et art. 18 § 5	2001/800/PESC L 303 (20.11.2001)
14.12.2000	Nomination du représentant spécial et abrogation de l'action commune 1996/676/PESC	art. 14 et 18 § 5	2000/794/PESC L 318 (16.12.2000)

<b>IV.9 RÉGION DES GRANDS LACS AFRICAINS</b>			
16.02.2009	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs africains	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/128/PESC L 46 (17.02.2009)
12.02.2008	Modification et prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs africains	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/108/PESC L 38 (13.02.2008)
15.02.2007	Nomination de M. Roeland VAN DE GEER comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/112/PESC L 46 (16.02.2007)
20.02.2006	Prorogation du mandat de M. Aldo AJELLO comme représentant spécial	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2006/122/PESC L 49 (21.02.2006)
28.07.2005	Prorogation du mandat de M. Aldo AJELLO comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/586/PESC L 199 (29.07.2005)
02.02.2005	Prorogation du mandat de M. Aldo AJELLO comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/96/PESC L 31 (04.02.2005)
28.06.2004	Prorogation du mandat de M. Aldo AJELLO comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2004/530/PESC L 234 (03.07.2004)
08.12.2003	Modification et prorogation du mandat du Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2003/869/PESC L 326 (13.12.2003)
16.06.2003	Prorogation du mandat du représentant spécial	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2003/447/PESC L 150 (18.06.2003)
10.12.2002	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'UE	art. 14 et 18 § 5	2002/962/PESC L 334 (11.12.2002)
10.12.2001	Prorogation du mandat du représentant spécial	art. 14 et 18 § 5	2001/876/PESC L 326 (11.12.2001)
14.12.2000	Nomination du représentant spécial et abrogation de l'action commune 1996/250/PESC	art. 14 et 18 § 5	2000/792/PESC L 318 (16.12.2000)
<b>IV.10 RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE</b>			
16.02.2009	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne en République de Moldavie	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/132/PESC L 46 (17.02.2009)
12.02.2008	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la République de Moldova	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/106/PESC L 38 (13.02.2008)
15.02.2007	Nomination de M. Kálmán MIZSEI comme Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/107/PESC L 46 (16.02.2007)
20.02.2006	Prorogation du mandat de M. Adriaan JACOBVITS de SZEGED comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2006/120/PESC L 49 (21.02.2006)
07.11.2005	Modification du mandat de M. Adriaan JACOBVITS de SZEGED comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/776/PESC L 292 (08.11.2005)
28.07.2005	Prorogation du mandat de M. Adriaan JACOBVITS de SZEGED comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/584/PESC L 199 (29.07.2005)
23.03.2005	Nomination de M. JACOBVITS de SZEGED comme Représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2005/265/PESC L 81 (30.03.2005)
<b>IV.11 RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE YOUGOSLAVIE (RFY)</b>			
11.10.1999	Fin du mandat du représentant spécial de l'UE pour la RFY	art. 14	1999/665/PESC L 264 (12.10.1999)
25.01.1999	Représentant spécial de l'UE pour la RFY	art. J.3	1999/75/PESC L 23 (30.01.1999)
28.12.1998	Représentant spécial de l'UE pour la RFY	art. J.3	1998/741/PESC L 358 (31.12.1998)
08.06.1998	Désignation d'un représentant spécial de l'UE pour la RFY + Rectificatif	art. J.3 et J.11	1998/375/PESC L 165 (10.06.1998) L 187 (01.07.1998)
<b>IV.12 SOUDAN</b>			
16.02.2009	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2009/134/PESC L 46 (17.02.2009)
12.02.2008	Modification et prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/110/PESC L 38 (13.02.2008)
06.12.2007	Modification de l'action commune 2007/108/PESC prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/809/PESC L 323 (08.12.2007)
19.04.2007	Nomination de M. Torben BRYLLE comme représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan	art. 18(5), art. 23(2)	2007/238/PESC L 103 (20.04.2007)
15.02.2007	Prorogation du mandat de M. Pekka HAAVISTO comme Représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/108/PESC L 46 (16.02.2007)
05.07.2006	Renouvellement et révision du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan, M. Pekka HAAVISTO	art. 14, art. 18 § 5, art. 23(2)	2006/468/PESC L 184 (06.07.2006)

21.11.2005	Mise en œuvre l'action commune 2005/556/PESC du Conseil portant nomination du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan	art. 14, art. 18 § 5, art. 23(2)	2005/805/PESC L 303 (22.11.2005)
18.07.2005	Nomination de M. Pekka HAAVISTO comme représentant spécial	art. 14, 18(5) et 23(2)	2005/556/PESC L 188 (20.07.2005)
<b>IV.13 UNION AFRICAINE</b>			
01.12.2008	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'Union africaine	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/898/PESC L 322 (02.12.2008)
29.05.2008	Modification de l'action commune 2007/805/PESC portant nomination du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'Union africaine	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2008/403/PESC L 140 (30.05.2008)
06.12.2007	Nomination de M. Koen Vervaeke comme représentant spécial de l'Union européenne	art. 14, art. 18(5), art. 23(2)	2007/805/PESC L 323 (08.12.2007)

<b>V. NON-PROLIFERATION</b>			
22.12.2009	Soutien d'activités de l'Union européenne visant à promouvoir auprès des pays tiers le contrôle des exportations d'armements et les principes et critères de la position commune 2008/944/PESC	art. 26(2) et art. 31(1)	2009/1012/PESC L 348 (29.12.2009)
27.07.2009	Soutien des activités de l'OIAC dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 13(3) et art. 23(1)	2009/569/PESC L 197 (29.07.2009)
19.01.2009	Soutien d'activités de l'UE visant à promouvoir auprès des pays tiers le processus d'élaboration d'un traité sur le commerce des armes, dans le cadre de la stratégie européenne de sécurité	art. 13(3) et art. 23(1)	2009/42/PESC L 17 (22.01.2009)
18.12.2008	Soutien du Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 13(3) et art. 23(1)	2008/974/PESC L 345 (23.12.2008)
08.12.2008	Définition des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires	art. 15	2008/944/PESC L 335 (13.12.2008)
10.11.2008	Convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (BTWC) dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2008/858/PESC L 302 (13.11.2008)
15.07.2008	Soutien aux activités de la commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) afin de renforcer ses capacités en matière de surveillance et de vérification et dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2008/588/PESC L 189 (17.07.2008)
14.05.2008	Appui de la mise en oeuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité des Nations unies et dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2008/368/PESC L 127 (15.05.2008)
14.04.2008	Soutien aux activités de l'AIEA dans les domaines de la sécurité et de la vérification nucléaires et dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2008/314/PESC L 107 (17.04.2008) Rectificatif L 212 (07.08.2008)
14.04.2008	Soutien aux activités de l'Organisation mondiale de la santé dans le domaine de la sécurité et de la sûreté biologiques en laboratoire, dans le cadre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2008/307/PESC L 106 (16.04.2008)
17.03.2008	Soutien d'activités de l'UE visant à promouvoir auprès des pays tiers le contrôle des exportations d'armements et les principes et critères du code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements	art. 14	2008/230/PESC L 75 (18.03.2008)
12.02.2008	Soutien de l'instrument international permettant aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites (ALPC) dans le cadre de la stratégie de l'Union européenne de lutte contre l'accumulation et le trafic illicites des ALPC et de leurs munitions	art. 14	2008/113/PESC L 40 (14.02.2008)
22.11.2007	Participation de l'Union européenne à l'Organisation pour le développement de l'énergie dans la péninsule coréenne (KEDO)	art. 15	2007/762/PESC L 305 (23.11.2007)
19.11.2007	Soutien en faveur des activités de surveillance et de vérification menées par l'AIEA en République populaire démocratique de Corée dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2007/753/PESC L 304 (22.11.2007)
23.07.2007	Soutien de la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, dans le cadre de la stratégie européenne de sécurité	art. 14 et art. 2(1)	2007/528/PESC L 194 (26.07.2007)
28.06.2007	Conférence d'examen de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (CAC) qui aura lieu en 2008	art. 15	2007-469-PESC L 176 (06.07.2007)
28.06.2007	Soutien aux activités de la commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) afin de renforcer ses capacités en matière de surveillance et de vérification et dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2007-468-PESC L 176 (06.07.2007)
19.03.2007	Soutien aux activités de l'OIAC dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2007/185/PESC L 85 (27.03.2007)
19.03.2007	Destruction d'armes chimiques dans la Fédération de Russie dans le cadre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2007/178/PESC L 81 (22.03.2007)
11.12.2006	Mise en oeuvre de l'action commune 2002/589/PESC en vue d'une contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices d'armes légères et de petit calibre en Amérique latine et dans les Caraïbes	action commune 2002/589/PESC art. 6, art. 7; art. 23(2)	2006/1000/PESC L 367 (22.12.2006)
12.06.2006	Mise en oeuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité des Nations unies et dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2006/419/PESC L 165 (17.06.2006)
12.06.2006	Soutien aux activités de l'AIEA dans les domaines de la sécurité et de la vérification nucléaires et dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2006/418/PESC L 165 (17.06.2006)
20.03.2006	Participation de l'Union européenne à l'Organisation pour le développement de l'énergie dans la péninsule coréenne (KEDO)	art. 15	2006/244/PESC L 88 (25.03.2006)

20.03.2006	Soutien aux activités de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) => (CTBTO)	art. 14	2006/243/PESC L 88 (25.03.2006)
20.03.2006	Conférence d'examen de la convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines qui aura lieu en 2006 (BTWC)	art. 15	2006/242/PESC L 88 (25.03.2006)
27.02.2006	Convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines dans le cadre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive (BTWC)	art. 14	2006/184/PESC L 65 (07.03.2006)
12.12.2005	Soutenant les activités de l'OIAC dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2005/913/PESC L 331 (12.12.2005)
29.11.2005	Contribution de l'UE à la destruction des armes légères et de petit calibre (ALPC) et de leurs munitions en Ukraine	art. 4, art. 23 § 2	2005/852/PESC L 315 (01.12.2005)
07.11.2005	Prorogation et modification de la Décision 1999/730/PESC en vue d'une contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge	art. 23 § 2; 'action commune 2002/589/PESC art. 6	2005/784/PESC L 295 (11.11.2005)
18.07.2005	Soutien aux activités de l'AIEA dans les domaines de la sécurité et de la vérification nucléaires et dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2005/574/PESC L 193 (23.07.2005)
25.04.2005	Conférence d'examen de l'an 2005 des parties du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires	art. 15	2005/329/PESC L 106 (27.04.2005)
22.12.2004	Lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des ALPC au Cambodge	art. 6, art. 23 § 2	2004/901/PESC L 379 (24.12.2004)
02.12.2004	Contribution de l'Union Européenne à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans le cadre du moratoire sur les ALPC	art. 3, art. 23 § 2	2004/833/PESC L 359 (04.12.2004)
22.11.2004	Soutien à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)	art. 14	2004/797/PESC L 349 (25.11.2004)
22.11.2004	Protection physique d'un site nucléaire de la Fédération de Russie	art. 14	2004/796/PESC L 349 (25.11.2004)
22.11.2004	Contribution de l'UE lutte accumulation et diffusion ALPC dans au Cambodge	art. 23 § 2	2004/792/PESC L 348 (24.11.2004)
22.11.2004	Contribution de l'UE lutte accumulation et diffusion ALPC dans le S-E de l'Europe	art. 6, art. 23 § 2	2004/791/PESC L 348 (24.11.2004)
22.11.2004	Contribution de l'UE à la destruction des munitions pour ALPC en Albanie	art. 6, art. 23 § 2	2004/790/PESC L 348 (24.11.2004)
17.05.2004	Soutien aux activités de l'AIEA pour son programme de sécurité nucléaire et dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 14	2004/495/PESC L 182 (19.05.2004)
08.12.2003	Programme de coopération de l'UE en faveur de la non-prolifération et du désarmement dans la Fédération de Russie; mise en œuvre de l'action commune 2003/472/PESC	art. 23 § 2; action commune 2003/472/PESC	2003/874/PESC L 326 (13.12.2003)
17.11.2003	Contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre dans le Sud-Est de l'Europe; prorogation et modification de la décision 2002/842/PESC	art. 23 § 2; action commune 2002/589/PESC	2003/807/PESC L 302 (20.11.2003)
17.11.2003	Contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge; prorogation et modification de la décision 1999/730/PESC	art. 23 § 2; action commune 2002/589/PESC	2003/806/PESC L 302 (20.11.2003)
17.11.2003	Universalisation et renforcement des accords multilatéraux de non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs	art. 15	2003/805/PESC L 302 (20.11.2003)
21.07.2003	Contribution de l'UE à la promotion de l'entrée en vigueur du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT)	art. 23 § 2; position commune 1999/533/PESC	2003/567/PESC L 192 (31.07.2003)
21.07.2003	Contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre en Amérique du Sud et dans les Caraïbes	art. 23 § 2; action commune 2002/589/PESC	2003/543/PESC L 185 (24.07.2003)
24.06.2003	Poursuite du programme de coopération en faveur de la non-prolifération et du désarmement dans la Fédération de Russie	art. 14, art. 23 § 2	2003/472/PESC L 157 (26.06.2003)
23.06.2003	Contrôle du courtage en armements	art. 15	2003/468/PESC L 156 (25.06.2003)
14.04.2003	Mise en œuvre de l'action commune 2002/589/PESC	art. 23 § 2; action commune 2002/589/PESC	2003/276/PESC L 099 (17.04.2003)
11.11.2002	Contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge; prorogation de la décision 1999/730/PESC	art. 23 § 2; action commune 2002/589/PESC	2002/904/PESC L 313 (16.11.2002)
21.10.2002	Mise en œuvre de l'action commune 2002/589/PESC	art. 23 § 2; action commune 2002/589/PESC	2002/842/PESC L 289 (26.10.2002)

12.07.2002	Contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre et abrogation de l'action commune 1999/34/PESC	art. 14	2002/589/PESC L 191 (19.07.2002)
27.05.2002	Code de conduite international contre la prolifération des missiles balistiques	art. 14	2001/406/PESC L 140 (30.05.2002)
21.05.2002	Non-prolifération et désarmement dans la Fédération de Russie	art. 23 § 2; action commune 1999/878/PESC	2002/381/PESC L 136 524.05.2002°
06.12.2001	Abrogation et remplacement des actions communes 1996/195/PESC et 1997/484/PESC (KEDO)	art. 15	2001/869/PESC L 325 (08.12.2001)
29.11.2001	Contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre en Albanie	art. 23 § 2; action commune 1999/34/PESC	2001/850/PESC L 318 (4.12.2001)
15.11.2001	Contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge	art. 23 § 2	2001/796/PESC L 301 (17.11.2001)
23.07.2001	Lutte contra la prolifération des missiles balistiques	art. 15	2001/567/PESC L 202 (27.7.2001)
16.07.2001	Financement d'un système de communication pour les membres du Groupe des fournisseurs nucléaires; abrogation de la décision 1999/74/PESC	art. 23 § 2; action commune 1997/288/PESC	2001/543/PESC L 194 (18.07.2001)
25.06.2001	Non-prolifération et désarmement dans la Fédération de Russie	art. 23 § 2; action commune 1999/878/PESC	2001/493/PESC L 180 (03.07.2001)
09.04.2001	Mise en œuvre de la position commune 1999/533/PESC	art. 23 § 2; position commune 1999/533/PESC	2001/286/PESC L 99 (10.04.2001)
12.03.2001	Contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre en Amérique latine et aux Caraïbes	art. 23 § 2; action commune 1999/34/PESC	2000/200/PESC L 72 (14.03.2001)
14.12.2000	Lutte contre l'accumulation et la diffusion d'armes légères et de petit calibre en Ossétie du Sud	art. 23 § 2; action commune 1999/34/PESC	2000/803/PESC L 326 (22.12.2000)
20.11.2000	Prorogation de la Décision 1999/30/PESC	art. 23 § 2; action commune 1999/34/PESC	2000/724/PESC L 292 (21.11.2000)
20.11.2000	Abrogation de la Décision 1999/320/PESC	art. 23 § 2; action commune 1999/34/PESC	2000/723/PESC L 292 (21.11.2000)
13.04.2000	Conférence d'examen de l'an 2000 des parties au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires	art. 15	2000/297/PESC L 97 (19.04.2000)
17.12.1999	Non-prolifération et désarmement dans la Fédération de Russie	art. 14 et art.23 § 2 stratégie commune 1999/414/PESC e	1999/878/PESC L 331 (23.12.1999)
17.12.1999	Contribution de l'UE à la collecte et à la destruction des armes en Albanie	art. 23 § 2; action commune 1999/34/PESC	1999/846/PESC L 326 (18.12.1999)
17.12.1999	Contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Mozambique	art. 23 § 2; action commune 1999/34/PESC	1999/845/PESC L 326 (18.12.1999) +rectificatif L 47 (19.02.2000)
15.11.1999	Contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge	art. 23 § 2; action commune 1999/34/PESC	1999/730/PESC L 294 (16.11.1999)
29.07.1999	Contribution de l'UE à la promotion de l'entrée en vigueur à une date rapprochée du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT)	art. 15	1999/533/PESC L 204 (04.08.1999)
17.05.1999	Progrès à réaliser en vue de la conclusion d'un protocole juridiquement contraignant visant à renforcer le respect de la convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (BTWC)	art. 15	1999/346/PESC L 133 (28.05.1999)
10.05.1999	Contribution de l'UE à la collecte et à la destruction des armes en Albanie	art. 14 et 28	1999/320/PESC L 123 (13.05.1999)
25.01.1999	Financement d'un système de communication pour tous les membres du groupe des fournisseurs nucléaires qui ne sont pas des États membres de l'UE	art. J.3 et J.11	1999/74/PESC L 23 (30.01.1999)
17.12.1998	Contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre	art. J.3	1999/34/PESC L 9 (15.01.1999) rectificatif: L 093 (08.04.1999)
03.11.1998	Contribution de l'UE à la promotion de la transparence dans les contrôles des exportations liées au domaine nucléaire en vue du financement du deuxième séminaire du NSG sur les contrôles des exportations liées au domaine nucléaire	art. J.3 et J.11	1998/623/PESC L 297 (06.11.1998)

26.10.1998	Contribution de l'UE à la promotion de la non-prolifération et de l'instauration d'un climat de confiance en Asie du Sud	art. J.2	1998/606/PESC L 290 (29.10.1998)
23.04.1998	Préparation de la deuxième session du comité préparatoire de la conférence d'examen de l'an 2000, des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires	art. J.2	1998/289/PESC L 129 (30.04.1998)
04.03.1998	Progrès à réaliser en vue de la conclusion d'un protocole juridiquement contraignant visant à renforcer le respect de la convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (BTWC)	art. J.2	1998/197/PESC L 75 (12.03.1998)
24.07.1997	Rôle de la Présidence (KEDO)	art. J.2	1997/484/PESC L 213 (05.08.1997)
29.04.1997	Contribution de l'UE à la promotion de la transparence dans les contrôles des exportations liées au domaine nucléaire	art. J.3 et J.11	1997/288/PESC L 120 (12.05.1997)
25.06.1996	Préparation de la quatrième conférence de révision de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (BTWC)	art. J.2	1996/408/PESC L 168 (06.07.1996)
05.03.1996	Contribution de l'UE (KEDO)	art. J.3 et J.11	1996/195/PESC L 63 (13.03.1996)
25.07.1994	Préparation de la conférence de 1995 des États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires	art. J.3 et J.11	1994/509/PESC L 205 (08.08.1994)



<b>VI. LUTTE CONTRE LE TERRORISME</b>			
22.12.2009	Modification du règlement (CE) no 881/2002 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban	art. 215 §2	2009/1286/UE L 346 (23.12.2009)
22.12.2009	Mise à jour de la liste des personnes, groupes et entités auxquels s'appliquent les articles 2, 3 et 4 de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme	art. 29	2009/1004/PESC L 346 (23.12.2009)
22.12.2009	Mise en oeuvre de l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n o 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant le règlement (CE) n o 501/2009	règlement (CE) no 2580/2001 art. 2 §3	2009/1285/UE L 346 (23.12.2009)
15.06.2009	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme et abrogeant la position commune 2009/67/PESC	art. 15 et 34	2009/468/PESC L 151 (16.06.2009) + Corrigendum L 353 (31.12.2009)
26.01.2009	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme et abrogeant la position commune 2008/586/PESC	art. 15 et 34	2009/67/PESC L 23 (27.01.2009)
16.12.2008	Modification de la position commune 2008/586/PESC portant mise à jour de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme	art. 15 et 34	2008/959/PESC L 338 (17.12.2008)
15.07.2008	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme et abrogeant la position commune 2007/871/PESC	art. 15 et 34	2008/586/PESC L 188 (16.07.2008)
29.04.2008	Modification de la position commune 2007/871/PESC portant mise à jour de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme	art. 15 et 34	2008/347/PESC L 116 (30.04.2008)
29.04.2008	Modification de la position commune 2007/871/PESC portant mise à jour de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme	art. 15 et 34	2008/346/PESC L 116 (30.04.2008)
20.12.2007	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme et abrogeant la position commune 2007/448/PESC	art. 15 et 34	2007/871/PESC L 340 (22.12.2007)
16.07.2007	Coopération avec le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme, dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne de lutte contre le terrorisme	art. 14	2007/501/PESC L 185 (17.07.2007)
28.06.2007	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme et abrogeant les positions communes 2006/380/PESC et 2006/1011/PESC	art. 15 et 34	2007/448/PESC L 169 (29.06.2007)
28.06.2007	Mise en œuvre de l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) no 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant les décisions 2006/379/CE et 2006/1008/CE	règl. CE 2580/2001, art. 2(3)	2007/445/CE L 169 (29.06.2007)
21.12.2006	Mise en œuvre de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme	art. 15 et 34	2006/1011/PESC L 379 (28.12.2006)
21.12.2006	Mise en œuvre de l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) no 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme	règl. CE 2580/2001, art. 2(3)	2006/1008/CE L 379 (28.12.2006)
29.05.2006	Mise à jour l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant la décision 2005/930/CE	règl. CE 2580/2001, art. 2 § 3	2006/379/CE L 144 (31.05.2006)
29.05.2006	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2006/231/PESC	art. 15 et 34	2006/380/PESC L 144 (31.05.2006)
20.03.2006	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2005/936/PESC	art. 15 et 34	2006/231/PESC L 82 (21.03.2006)
21.12.2005	Mise à jour l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant la décision 2005/848/CE	règl. CE 2580/2001, art. 2 § 3	2005/930/CE L 340 (23.12.2005)
21.12.2005	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2005/847/PESC	art. 15 et 34	2005/936/PESC L 340 (23.12.2005)
29.11.2005	Mise à jour l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant la décision 2005/722/CE	règl. CE 2580/2001, art. 2 § 3	2005/848/CE L 314 (30.11.2005)
29.11.2005	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2005/725/PESC	art. 15 et 34	2005/847/PESC L 314 (30.11.2005)
17.10.2005	Mise à jour l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant la décision 2005/428/PESC	règl. CE 2580/2001, art. 2 § 3	2005/722/CE L 272 (18.10.2005)
17.10.2005	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2005/427/PESC	art. 15 et 34	2005/725/PESC L 272 (18.10.2005)

06.06.2005	Mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogation de la décision 2005/221/PESC	règl. CE 2580/2001, art. 2 § 3	2005/428/PESC L 144 (08.06.2005)
06.06.2005	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2005/220/PESC	art. 15 et 34	2005/427/PESC L 144 (08.06.2005)
14.03.2005	Mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogation de la décision 2004/306/CE	règl. CE 2580/2001, art. 2 § 3	2005/221/PESC L 69 (16.03.2005)
14.03.2005	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2004/500/PESC	art. 15 et 34	2005/220/PESC L 69 (16.03.2005)
17.05.2004	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2004/309/PESC	art. 15 et 34	2004/500/PESC L 196 (03.06.2004)
02.04.2004	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2003/906/PESC	art. 15 et 34	2004/309/PESC L 099 (03.04.2004)
22.12.2003	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2003/651/PESC	art. 15 et 34	2003/906/PESC L 340 (24.12.2003) rectificatif L 7 (13.01.2004)
12.09.2003	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2003/482/PESC	art. 15 et 34	2003/651/PESC L 229 (13.09.2003)
27.06.2003	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2003/402/PESC	art. 15 et 34	2003/482/PESC L 160 (28.06.2003)
05.06.2003	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC et abrogation de la position commune 2002/976/PESC	art. 15 et 34	2003/402/PESC L 139 (06.06.2003)
27.02.2003	Exceptions aux mesures restrictives imposées par la position commune 2002/402/PESC	art. 15	2003/140/PESC L 053 (28.02.2003)
12.12.2002	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC; abrogation de la position commune 2002/847/PESC	art. 15 et 34	2002/976/PESC L 337 (13.12.2002)
28.10.2002	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC; abrogation de la position commune 2002/462/PESC	art. 15 et 34	2002/847/PESC L 295 (30.10.2002)
17.06.2002	Mise à jour de la position commune 2001/931/PESC; abrogation de la position commune 2002/340/PESC	art. 15 et 34	2002/462/PESC L 160 (18.06.2002)
27.05.2002	Mesures restrictives à l'encontre d'Oussama ben Laden, des membres de l'organisation Al-Qaida ainsi que des Taliban; abrogation des positions communes 1996/746/PESC, 1999/727/PESC, 2001/154/PESC et 2001/771/PESC	art. 15	2002/402/PESC L 139 (29.05.2002)
02.05.2002	Mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme	art. 15 et 34	2002/340/PESC L 116 (03.05.2002)
27.12.2001	Mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme	art. 15 et 34	2001/931/PESC L 344 (28.12.2001)
27.12.2001	Mesures dans le cadre de la lutte contre le terrorisme	art. 15 et 34	2001/930/PESC L 344 (28.12.2001)

<b>VII. SECURITÉ</b>			
16.03.2009	Conclusion de l'accord entre l'Union européenne et Israël sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées	art. 24	2009/558/PESC L 192 (24.07.2009)
18.06.2007	Modification de la décision 2001/264/CE adoptant le règlement de sécurité du Conseil	art. 207 §3, Déc. 2006/683/CE art. 24	2007/438/CE L 164 (26.06.2007)
10.04.2006	Conclusion de l'accord entre l'UE et la Croatie sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées	art. 24, art. 38	2006/317/PESC L 116 (29.04.2006)
20.12.2005	Modification de la décision 2001/264/CE adoptant le règlement de sécurité du Conseil	art. 207 §3; Déc. 2004/338/CE art. 24	2005/952/CE L 346 (29.12.2005)
21.11.2005	Conclusion de l'accord entre l'UE et l'Islande sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées	art. 24, art. 38	2006/467/PESC L 184 (06.07.2006)
13.06.2005	Conclusion de l'accord entre l'UE et l'Ukraine sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées	art. 24, art. 38	2005/481/PESC L 172 (13.06.2005)
14.04.2005	Conclusion de l'accord entre l'UE et la Bulgarie sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées	art. 24, art. 38	2005/365/PESC L 118 (05.05.2005)
12.04.2005	Conclusion de l'accord entre l'UE et la Roumanie sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées	art. 24, art. 38	2005/364/PESC L 118 (05.05.2005)
24.01.2005	Conclusion de l'accord entre l'UE et l'ARYM sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées	art. 24, art. 38	2005/296/PESC, JAI L 94 (13.04.2005)
26.07.2004	Conclusion de l'accord entre l'UE et le Royaume de Norvège sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées	art. 24, art. 38	2004/843/PESC L 362 (09.12.2004)
22.03.2004	Portant l'adoption du règlement de sécurité du Conseil	art. 207 §3 CE; art. 121 §3 CEEA; art. 28 §1 et art. 41 §1 UE	2004/338/CE, L 106 (15.04.2004)
24.02.2003	Accord entre l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur la sécurité des informations	art. 24	2003/211/PESC L 080 (27.03.2003)
19.03.2001	Adoption du règlement de sécurité du Conseil	art. 207 §3 CE; déc. 2000/936/CE, CECA, Euratom art. 24	2001/264/CE, Euratom L 101 (11.04.2001)
05.06.2000	Portant l'adoption du règlement de sécurité du Conseil	art. 207 §3 1er alinéa CE; art. 30 §3 CECA; art. 121 §3 CEEA;	2000/396/CE, CECA, Euratom, L 149 (23.06.2000)

<b>VIII. COOPÉRATION AVEC DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DANS LE CADRE DE LA PESD</b>			
<b>COUR PÉNALE INTERNATIONALE</b>			
10.04.2006	Conclusion de l'accord de coopération et d'assistance entre la Cour pénale internationale et l'Union européenne	art. 24	2006/313/PESC L 115 (28.04.2006)
16.06.2003	Cour pénale internationale	art. 15	2003/444/PESC L 150 (18.06.2003)
20.06.2002	Mise en œuvre de la Position commune 2001/443/PESC	art. 15	2001/474/PESC L 164 (22.06.2002)
11.06.2001	Mise en place de la Cour pénale internationale	art. 15	2001/443/PESC L 155 (12.06.2001)
<b>UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE</b>			
10.05.1999	Modalités pratiques relatives à la participation de tous les États membres aux missions prévues à l'article 17, paragraphe 2, du TUE, pour lesquelles l'UE a recours à l'UEO	art. 17 § 3	1999/321/PESC L 123 (13.05.1999)
10.05.1999	Arrangements visant à améliorer la coopération entre l'UE et l'UEO	art. 17	1999/404/PESC L 153 (19.06.1999)
27.06.1996	Opérations d'évacuation de ressortissants des États membres	art. J.4 § 2	Non-publié au J.O. Doc. 8386/96
<b>SYSTÈME EUROPÉEN DE RADIO-NAVIGATION PAR SATELLITE</b>			
12.07.2004	Aspects de l'exploitation du système européen de radionavigation par satellite	art. 14	2004/552/PESC L 246 (20.07.2004)

<b>IX. AUTRES ACTES JURIDIQUES</b>			
<b>AFRIQUE</b>			
12.04.2005	Prévention, gestion et règlement des conflits; abrogation de la position commune 2004/85/PESC	art. 15	2005/304/PESC L 97 (15.04.2005)
26.01.2004	Prévention, gestion et règlement des conflits; abrogation de la position commune 2001/374/PESC	art. 15	2004/85/PESC L 021 (28.01.2004)
29.10.2001	Lutte contre le trafic illicite de diamants, prévention et règlement des conflits	art. 15	2001/758/PESC L 286 (30.10.2001)
14.05.2001	Contribution de l'UE à la mission de facilitation du dialogue intertocolais	art. 23 § 2; position commune 1998/350/PESC	2001/375/PESC L 132 (05.05.2001)
14.05.2001	Prévention, gestion et règlement des conflits en Afrique	art. 15	2001/374/PESC L 132 (15.05.2001)
25.05.1998	Droits de l'homme, principes démocratiques, État de droit et bonne gestion des affaires publiques en Afrique	art. J.2	1998/350/PESC L 158 (02.06.1998)
20.10.1997	Prévention et règlement des conflits en Afrique	art. J.2 et J.11	1997/690/PESC L 293 (27.10.1997)
02.06.1997	Prévention et règlement des conflits en Afrique	art. J.2	1997/356/PESC L 153 (11.06.1997)
06.12.1993	Soutien au processus de transition démocratique et multiraciale	art. J.3	1993/678/PESC L 316 (17.12.1993)
<b>CUBA</b>			
02.12.1996	Politique de l'UE	art. J.2	1996/697/PESC L 322 (12.12.1996)
<b>ÉTHIOPIE / ÉRYTHRÉE</b>			
29.06.2000	Soutien du processus de paix	art. 15	2000/420/PESC L 161 (01.07.2000)
<b>REGROUPEMENT DES MISSIONS DIPLOMATIQUES</b>			
06.10.1995	Regroupement éventuel des missions diplomatiques	art. J.2	Non-publié au J.O. Doc. 10272/95
<b>LASERS AVEUGLANTS</b>			
18.09.1995	Position de l'UE	art. J.2	1995/379/PESC L 227 (22.09.1995)
<b>BIENS A DOUBLE USAGE</b>			
22.06.2000	Abrogation de la décision 1994/942/PESC	art. 13	2000/402/PESC L 159 (30.06.2000)
22.06.2000	Contrôle de l'assistance technique liée à certaines destinations finales militaires	art. 14	2000/401/PESC L 159 (30.06.2000)
20.03.2000	Contrôle des exportation	art. 13	2000/243/PESC L 82 (01.04.2000)
09.03.1999	Contrôle des exportations	art. J.3	1999/193/PESC L 73 (19.03.1999)
18.01.1999	Contrôle des exportations	art. J.3	1999/54/PESC L 18 (23.01.1999)
16.03.1998	Contrôle des exportations	art. J.3	1998/232/PESC L 92 (25.03.1998) Rectificatif L 145 (15.05.1998)
26.01.1998	Contrôle des exportations	art. J.3	1998/106/PESC L 32 (06.02.1998)
22.09.1997	Contrôle des exportations	art. J.3	1997/633/PESC L 266 (29.09.1997)
26.06.1997	Contrôle des exportations	art. J.3	1997/419/PESC L 178 (07.07.1997)
20.01.1997	Contrôle des exportations	art. J.3	1997/100/PESC L 34 (04.02.1997)
20.01.1997	Index des biens	art. J.3	C 64 (28.02.1997)
28.10.1996	Contrôle des exportations	art. J.3	1996/613/PESC L 278 (30.10.1996) Rectificatif L 259 (22.09.1997)
27.06.1996	Contrôle des exportations	art. J.3	1996/423/PESC L 176 (13.07.1996)

16.02.1996	Contrôle des exportations	art. J.3	1996/173/PESC L 52 (01.03.1996) L 168 Rectificatif (06.07.1996)
10.04.1995	Contrôle des exportations	art. J.3	1995/128/PESC L 90 (21.04.1995)
10.04.1995	Contrôle des exportations	art. J.3	1995/127/PESC L 90 (21.04.1995)
19.12.1994	Contrôle des exportations	art. J.3	1994/942/PESC L 367 (31.12.1994)
<b>PACTE DE STABILITÉ POUR L'EUROPE DU SUD-EST</b>			
12.12.2005	Désignation du coordinateur spécial du pacte de stabilité	Règl. (CE) 1080/2000. Pacte de Stabilité art. 1 bis	2005/912/CE L 331 (17.12.2005)
16.06.2003	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'UE	art. 14, art. 18 § 5, art. 23 § 2	2003/449/PESC L 150 (18.06.2003) + rectificatif L 158 (27.06.2003)
10.12.2002	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'UE	art. 14 et 18 § 5	2002/964/PESC L 334 (11.12.2002)
19.12.2001	Nomination du représentant spécial pour la coordination du pacte de stabilité	art. 14 et art. 18 § 5	2001/915/PESC L 337 (20.12.2001)
14.12.2000	Nomination du représentant spécial pour la coordination du pacte de stabilité et abrogation de l'action commune 1999/523/PESC	art. 14 et art. 18 § 5	2000/793/PESC L 318 (16.12.2000)
16.06.2000	Abrogation de la position commune 1998/633/PESC	art. 15	2000/387/PESC L 144 (17.06.2000)
09.12.1999	Représentant spécial de l'UE chargé de la coordination du Pacte de stabilité	art. 14 et art. 18 § 5	1999/822/PESC L 318 (11.12.1999)
22.10.1999	Processus de stabilité et de bon voisinage : Projets prioritaires	art. 23 § 2; position commune 1998/633/PESC	1999/694/PESC L 275 (26.10.1999)
29.07.1999	Représentant spécial de l'UE chargé de la coordination du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est	art. 14 et art. 18 § 5	1999/523/CFSP L 201 (31.07.1999)
19.07.1999	Conférence à Sarajevo au sujet du pacte de stabilité	art. 14	1999/480/PESC L 188 (21.07.1999)
02.07.1999	Désignation du représentant spécial de l'UE chargé de la coordination du Pacte de stabilité	art. 18, § 5	1999/434/PESC L 168 (03.07.1999)
31.05.1999	Processus de stabilité et de bon voisinage	art. 18, § 5	1999/361/PESC L 141 (04.06.1999)
17.05.1999	Pacte de stabilité	art. 15	1999/345/PESC L 133 (28.05.1999)
09.11.1998	Processus de stabilité et de bon voisinage	art. J.2	1998/633/PESC L 302 (12.11.1998)
<b>LÉGISLATION "EXTRA-TERRITORIALE"</b>			
22.11.1996	Mesures de protection contre les effets de l'application extra-territoriale d'une législation adoptée par un pays tiers, ainsi que des actions fondées sur elle ou en découlant	art. J.3 et K.3, § 2	1996/668/PESC L 309 (29.11.1996)
<b>MINES ANTIPERSONNEL</b>			
24.04.2001	Assistance au déminage en Croatie	art. 23 §2; action commune 1996/588/PESC	2001/328/PESC L 116 (26.04.2001)
20.03.2000	Assistance au déminage en Croatie	art. 23 §2; action commune 1996/588/PESC	2000/231/PESC L 073 (22.03.2000)
09.11.1998	Assistance au déminage en Croatie	art. J.4 § 2	1998/628/PESC L 300 (11.11.1998)
09.11.1998	Assistance au déminage en Croatie	art. J.3 et art. J.11, § 2	1998/627/PESC L 300 (11.11.1998)
28.11.1997	Contribution au financement des programmes de la SADC et du CIRC	art. J.3 et J.11	1997/819/PESC L 338 (09.12.1997)
28.11.1997	Cofinancement des appels spéciaux du CICR	art. J.3 et J.11	1997/818/PESC L 338 (09.12.1997)
28.11.1997	Politique de l'UE	art. J.3 et J.11	1997/817/PESC L 338 (09.12.1997)
01.10.1996	Politique de l'UE	art. J.3 et J.11	1996/588/PESC L 260 (12.10.1996)

25.03.1996	Assistance au déminage en Bosnie-Herzégovine et en Croatie	art. J.3 et J.11	1996/251/PESC L 87 (04.04.1996)
12.05.1995	Politique de l'UE	art. J.3 et J.11	1995/170/PESC L 115 (22.05.1995)
<b>PACTE DE STABILITÉ EN EUROPE</b>			
14.06.1994	Conférence de lancement du Pacte de stabilité	art. J.3 et J.11	1994/367/PESC L 165 (01.07.1994)
20.12.1993	Conférence de lancement du Pacte de stabilité	art. J.3 et J.11	1993/728/PESC L 339 (31.12.1993)
<b>PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT</b>			
27.10.2009	Accueil temporaire de certains Palestiniens par des États membres de l'UE	art. 15	2009/787/PESC L 281 (28.10.2009)
27.10.2008	Accueil temporaire de certains Palestiniens par des États membres de l'UE	art. 15	2008/822/PESC L 285 (29.10.2008)
30.10.2007	Accueil temporaire de certains Palestiniens par des États membres de l'UE	art. 15	2007/705/PESC L 285 (31.10.2007)
07.11.2006	Accueil temporaire de certains Palestiniens par des États membres de l'UE	art. 15	2006/755/PESC L 308 (08.11.2006)
14.11.2005	Accueil temporaire de certains Palestiniens par des États membres de l'UE	art. 15	2005/793/PESC L 299 (16.11.2005)
02.11.2004	Accueil temporaire de certains Palestiniens par des États membres de l'UE	art. 15	2004/748/PESC L 329 (04.11.2004)
17.05.2004	Accueil temporaire de certains Palestiniens par des États membres de l'UE - Modification de la Position commune 2002/400/PESC	art. 15	2004/493/PESC L 181 (18.05.2004)
19.05.2003	Accueil temporaire de certains Palestiniens par des États membres de l'UE - Modification de la position commune 2002/400/PESC	art. 15	2003/366/PESC L 124 (20.05.2003)
21.05.2002	Accueil temporaire de certains Palestiniens par des États membres de l'UE	art. 15	2002/400/PESC L 138 (28.05.2002)
<b>RÉGION MÉDITERRANÉENNE</b>			
05.11.2004	Modification et prorogation stratégie commune 2000/458/PESC	art. 13 § 2	2004/763/PESC L 337 (13.11.2004)
19/20.06.2000	Stratégie commune de l'UE	art. 13§2	2000/458/PESC L 183 (22.07.2000)
<b>RUSSIE</b>			
20.06.2003	Prorogation de la période d'application de la stratégie commune 1999/414/PESC	art. 13§2	2003/471/PESC L 157 (26.06.2003)
04.06.1999	Stratégie commune de l'UE	art. 13	1999/414/PESC L 157 (24.06.1999)
09.11.1993	Élections parlementaires	J.3	1993/604/PESC L 286 (20.11.1993)
<b>TIMOR ORIENTAL</b>			
19.07.1999	Soutien à apporter à la consultation de la population	art. 15	1999/479/PESC L 188 (21.07.1999)
25.06.1996	Politique de l'UE	art. J.2	1996/407/PESC L 168 (06.07.1996)
<b>UKRAINE</b>			
12.12.2003	Modification de la stratégie commune 1999/877/PESC	art. 13 § 2	2003/897/PESC L 333 (20.12.2003)
11.12.1999	Stratégie commune de l'UE	art. 13 § 2	1999/877/PESC L 331 (23.12.1999)
28.11.1994	Politique de l'UE	art. J.2	1994/779/PESC L 313 (06.12.1994)